

## VOTRE JOURNAL DE QUARTIER

"La Page", journal de quartier dans le 14<sup>e</sup>, est publiée par l'association de bénévoles L'Equip'Page. Elle est ouverte à tous et toutes : vous pouvez vous joindre à nous, nous envoyer vos articles ou vos informations (BP53, 75661 Paris cedex 14), ou téléphoner au 01.45.41.75.80 (répondeur).

# La Page

du 14<sup>e</sup> arrondissement

Du Mont Parnasse au Mont Rouge

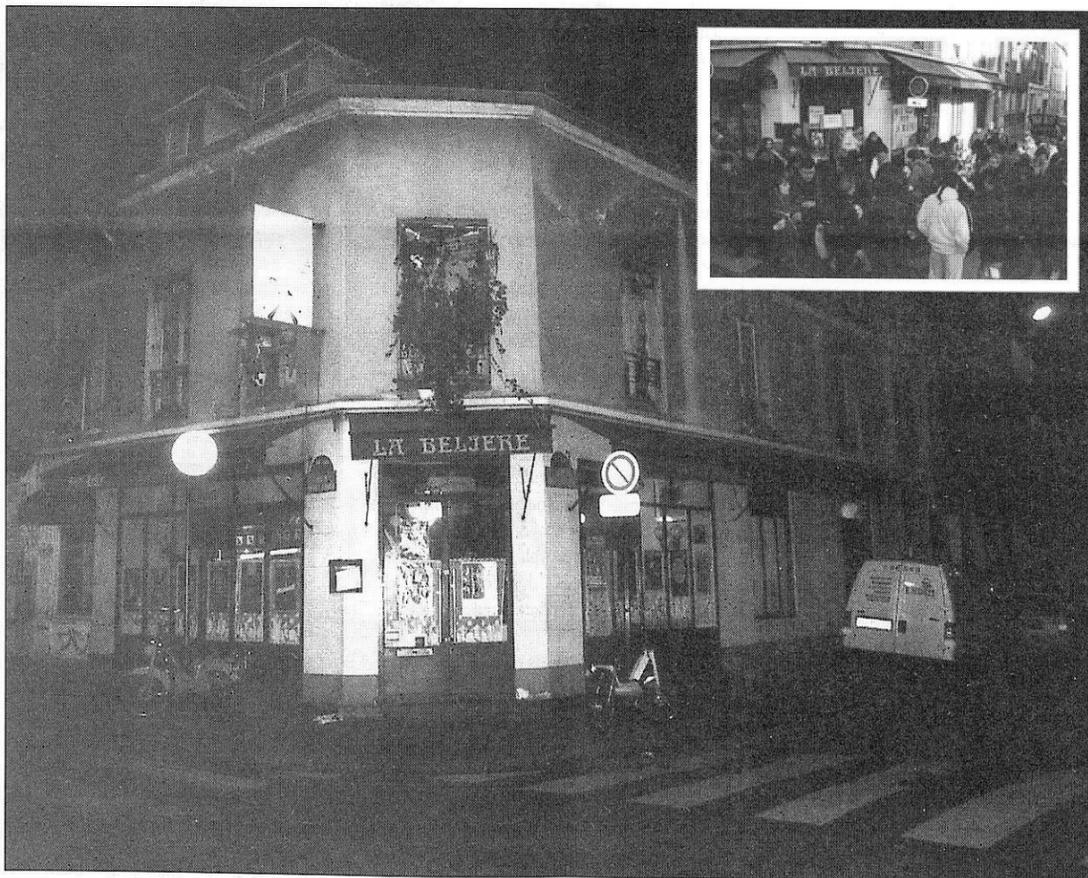
N° 42 - 8F

## Cabaret rue Daguerre

# DERNIER BOEUF A LA BELIERE?

La Bélière a la tête dure... Convoité par un promoteur immobilier, condamné à la démolition, le piano-bar de la rue Daguerre continue néanmoins d'animer la vie du quartier. Autour de lui, la résistance s'organise. Les riverains et les associations se mobilisent pour sauver la Bélière, ce lieu de convivialité apprécié des noctambules venus de tout Paris. Il faut que la Ville revienne sur sa décision d'accorder le permis de démolir. Pour plus de sûreté, le ministère de la Culture doit classer le site. (lire page 3)

Photos: Frédéric Meyer et Margriet Sinner



## QUELLE PLACE POUR LES HANDICAPES?

Notre quartier n'est pas toujours accessible aux fauteuils roulants. (page 2)



## NOTRE MAISON EST TOUJOURS A LA RUE

La mobilisation continue pour retrouver des locaux après la fermeture du centre social Notre Maison. Un lecteur s'en mêle ! (page 4)

## PLACE DE CATALOGNE

Une fontaine qui, à défaut d'eau, fait couler beaucoup d'encre. (page 4)

## 14<sup>e</sup> DEBUT DE SIECLE

"Monsieur René" nous raconte son quartier au début du siècle. (page 7)

## BAFFIER, ARTISTE COCARDIER

Le sculpteur Baffier, auteur du Michel Servet du square de l'Aspirand-Dunand, était un antisémite notoire. (page 8)

## A L'ECOUTE DE NOS LECTEURS

Ce journal a 10 ans grâce à vous, lecteurs de "La Page" ! En attendant notre fête annuelle, le 20 juin prochain, cet anniversaire nous fournit l'occasion de mieux vous connaître et de savoir ce qui vous intéresse dans ce journal afin de mieux répondre à vos attentes dans la mesure de nos moyens et... de notre plaisir à le faire.

Vous trouverez donc, encarté dans ce numéro, un questionnaire à nous retourner **avant le 31 mars**, selon les modalités précisées. Merci de bien vouloir faire l'effort de le remplir ! Les résultats de cette enquête figureront dans le prochain numéro.

Enfin, vous pouvez toujours nous faire part de vos remarques de vive voix ; nos prochaines permanences se tiendront les **mercredis 3 mars, 7 avril et 5 mai** de 18 heures à 20 heures, dans les locaux d'Archimède, 91 rue Pernety.

## COLLECTIF DES CITOYENS

# Le soutien aux sans-papiers : histoire d'une rencontre

Depuis deux ans, le Collectif des citoyens du 14<sup>e</sup> agit en faveur des étrangers privés de titre de séjour. Danièle Krassilchik, de la Ligue des droits de l'homme, et Alain Ribat, du Mouvement contre le racisme et pour l'amitié entre les peuples, racontent leur découverte du monde des sans-papiers.

Officiellement, la procédure de régularisation lancée en juin 1997 est close. Le gouvernement parle de 80 000 demandes acceptées, soit 56 %. Qu'en est-il dans le 14<sup>e</sup> ?

**Danièle Krassilchik** : A ce jour, notre taux de "réussite" est moitié moindre, soit 28 %. Est-ce parce que nous avons surtout affaire, au foyer des Arbustes, à des célibataires, c'est-à-dire la catégorie d'étrangers la moins bien traitée par la circulaire ministérielle de juin 1997 ?

**Alain Ribat** : Il faut dire que les chiffres officiels sont invérifiables. Ils amalgament des personnes qui relèvent effectivement de la circulaire, des gens régularisés au titre de l'ancienne loi Debré et des bénéficiaires de la nouvelle loi Chevènement.

**D.K.** : En ce qui nous concerne, sur les 200 dossiers que nous avons eu à suivre, 56 ont débouché sur une régularisation, dont seulement 33 constitués dans le cadre de la circulaire. Au total, on se retrouve avec près de 150 personnes toujours privées de carte de séjour.

**Que vont-elles devenir, quelles sont les perspectives ?**

**D.K.** : Disons d'abord que, contrairement à ce que dit le gouvernement, la régularisation n'est pas finie. Il y a encore des convocations en préfectures, des recours ont été introduits. De plus, la loi prévoit, dans certaines conditions, la régularisation des personnes présentes en France depuis plus (Suite page 5)

## VIE ASSOCIATIVE

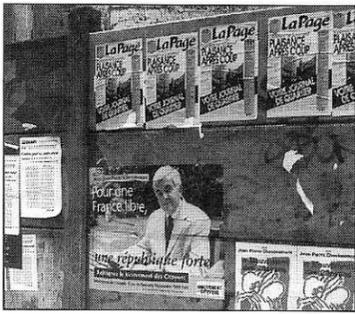
# Affichage : la liberté à la poubelle ?

« La liberté d'expression est née sur les murs. » La phrase s'étalait cet hiver à coup d'affiches de 4 mètres sur 3, elle était revendiquée par les professionnels de la publicité réunis dans le groupement "Les Afficheurs". C'est pourtant à rebours de l'hypocrisie mercantile et avec des moyens bien plus modestes que les associations du quartier mettent quotidiennement ce slogan en pratique : en janvier, on pouvait encore voir sur les murs du 14<sup>e</sup> des affiches émanant d'au moins trente organisations.

Associations culturelles, humanitaires, confessionnelles, syndicales, de défense du cadre de vie ou d'information — qu'elles soient subventionnées (1) ou farouchement indépendantes —, mais aussi cinémas, galeries, entreprises de spectacles ou artistes plasticiens, sans oublier les partis politiques (2), et même des commerçants et des artisans... tous hors la loi !

C'est en tout cas ce qu'ont tenu à nous rappeler en décembre les services de la Propreté de Paris. Il est vrai que, depuis près de vingt ans (la loi date de 1979), la liberté d'expression est officiellement synonyme de pollution.

Hors la loi, donc condamnés à payer les frais de décollage. En 1996, la Ville nous avait ainsi demandé 3 000 F. Voilà ce que nous écrivions à l'époque (voir "La Page" n° 32) : "Quoi qu'il en



Le parti de Jean-Pierre Chevènement "pollue" les murs du quartier. Que fait le ministre de l'Intérieur ?

soit, nous ne pouvons pas pour notre part renoncer à annoncer notre parution ou nos autres initiatives par voie d'affiches. Nous tâchons jusqu'à maintenant de le faire en respectant le plus possible le souci exprimé par certains que nos murs ne soient pas trop « pollués ». Nous aimerions pour cela disposer d'équipements adéquats. On pourrait par exemple envisager des panneaux en accès libre, plus légers et plus nombreux, apposés sur ces affreuses palissades de chantiers qui enlaidissent le paysage urbain et sur les vitrines en friches...

Plus de deux ans après, rien n'a été fait en ce sens par la municipalité, et les panneaux officiels restent fondamentalement inadaptés aux besoins de la vie associative (lire encadré). Nous n'avons donc pas changé, et le constat que notre position est, dans les faits, partagée par tant d'acteurs de la vie locale ne fait que confirmer que c'est la seule raisonnable.

### L'Equip'Page

(1) Notamment une association créée par une députée de l'arrondissement, vice-présidente de l'Assemblée, adjointe au maire de Paris et membre du parti du président de la République. (2) Notamment celui du Premier ministre et celui du ministre de l'Intérieur.



... De même que l'association de Nicole Catala. Que fait la députée de la 11<sup>e</sup> circonscription ?

## PANNEAUX OFFICIELS : UNE CERTAINE IDEE DE LA PROXIMITE

L'affichage officiel associatif à Paris est géré par la société à but très lucratif Dauphin. Il dispose d'un réseau de panneaux sous verre permettant d'accrocher chacun quatre affiches. Dans le 14<sup>e</sup>, on en compte dix-huit (le plus souvent implantés à proximité d'écoles). Renseignements pris au numéro indiqué, quand il n'est pas effacé (01.40.85.00.41), on comprend pourquoi tant d'associations préfèrent recourir à l'affichage "sauvage".

Toute association sportive ou culturelle à but non lucratif régie par la loi de 1901, et dont le siège social est à Paris, peut réserver un emplacement pour une semaine, du mercredi au mardi. Pour cela, il "suffit" de téléphoner deux mois à l'avance, le premier jour ouvrable de la semaine, dès 8h30. Il est possible d'opter pour des panneaux dans tout Paris ou dans un seul arrondissement. On reçoit alors un dossier à retourner en y joignant la photocopie de la déclaration de l'association au "Journal officiel". Une

semaine avant la date prévue pour l'affichage, on doit ensuite envoyer (ou porter) les affiches à Villeneuve-la-Garenne (Hauts-de-Seine), Dauphin, à condition qu'elle ne voit rien à redire au contenu de l'affiche\*, s'occupe de les faire poser dans les panneaux retenus.

Travaux pratiques : pour réserver un emplacement du 3 au 10 mars et promouvoir ainsi le numéro que vous avez entre les mains dans la semaine suivant sa parution, il nous fallait téléphoner le lundi 4 janvier. Mais comme nous n'avons appelé qu'à 11 heures, il n'y avait plus de place disponible dans le 14<sup>e</sup> (il n'en restait que dans les 17<sup>e</sup> et 20<sup>e</sup> arrondissements). Session de rattrapage : sachant que notre n° 43 sera en vente à partir de la dernière semaine de mai, à quelle heure devons-nous régler notre réveil ?

(\*) En 1993, la "une" de notre n° 17 a été censurée. En 1997, en revanche, Dauphin a affiché sans broncher la propagande de la secte Nouvelle Acropole (voir "La Page" n° 34).

## LA MAIN A "LA PAGE"

Il y en a qui signent des articles, il y en a d'autres dont les noms n'apparaissent jamais. Pourtant, ils et elles participent aux discussions, tapent des articles, les relisent, font des photos, recherchent des publicités, diffusent le journal, le vendent sur les marchés, etc.

La Page n°42, c'est : Jean-Paul Armangau, Claude Bernus, Jacques Blot, Patrick Bolland, Jacques Bosc, Pierre Bourdige, Pierrick Bourgault, Sabine Bröhl, Jutta Bruch, Juliette Bucquet, Jacques Bullot, Laurence Croq, Margareth Crowther, Jeanne Durocher-Samah, René Dutrey, Marie-Françoise Fourmont, Hélène Garner, Béatrice Hammer, François Heintz, Chantal Huret, Imagem et Adéla, Edwige Jakob, John Kirby Abraham, Andrea Knox, Pierre Lada, Paule Lascoumes, Dominique Lebleux, Nicolas Liébault, Evelyne Moreau, Frédéric Moyer, Bruno Négroni, Roger-Jacques Parent, Paule Riotte, Muriel Rochut, Alain Rustenholz, Florence Ruzé, Margaret Skinner, Omar Slifi, Justine Sohier...

## Circulation

# MOBILITE REDUITE POUR FAUTEUILS ROULANTS

Les aménagements et les initiatives individuels ne permettent toujours pas une libre circulation en fauteuil roulant. Des handicapés témoignent.

DEPUIS la fête au foyer de l'Association des paralysés de France (APF, voir "La Page" n° 41), rue Lebovius, un échange a eu lieu entre personnes "handicapées" et "valides". Dans l'ambiance d'accueil et d'ouverture du foyer du Maine, on parle facilement de choses et d'autres et fréquemment d'accessibilité. Les "valides" comprennent vite qu'il s'agit là d'un sujet de grande importance à Paris, et dans le 14<sup>e</sup> en particulier. Vu à travers les yeux d'une personne handicapée, le quartier se présente sous un tout autre angle.

Interrogée sur l'accessibilité dans le quartier, Josette Davis, résidente du foyer, se sent plutôt bien accueillie dans la rue ou dans les magasins quand elle se déplace en fauteuil électrique. Ce qui la dérange le plus, ce sont les voitures ou motos garées devant les bateaux. "C'est un manque de respect inimaginable !" D'aucuns refusent de faire "un crochet" et empruntent la chaussée. Ce qui n'est pas sans danger. "Une résidente s'est fait renverser rue Raymond-Losserand." Cependant quelques lieux publics sont faciles d'accès : la poste ou la Sécurité sociale, par exemple. Il reste tout de même beaucoup d'endroits dangereux.

bord est un copain. Si on a envie de bouger, il y a des sociétés de transports spécialisées auxquelles on peut faire appel. Il faut compter 96 F pour un aller-retour dans Paris et 200 F à partir de 19 heures en ayant réservé une semaine en avance. Pour ceux qui sont en fauteuil manuel et qui peuvent se lever, les taxis ordinaires font l'affaire, à condition que le chauffeur veuille bien pratiquer quelques manipulations. Pas de bus. Pas de métro. Peu de trains. Mais il paraît que le Météor est accessible. Cela dit, il faudrait d'abord que j'aie le chercher à Tolbiac. Il faut y aller quoi. Le 58 ? Il n'est pas accessible. Et même s'il était à plate-forme amovible, son usage serait immédiatement stoppé par le stationnement anarchique des voitures. Le 88, la nouvelle ligne de bus qui passe à proximité du foyer, n'est pas non plus accessible."

la même façon que pour les constructions, mais nous avons de très bons rapports avec la RATP ainsi qu'avec les services de la voirie. D'ici un an, la nouvelle ligne 88 serait accessible. La situation idéale se résume à la formule : accéder, circuler, utiliser."

Côté voiture, la capitale ne compte que 1 000 places de stationnement payant réservées aux invalides (GIG-GIC) sur un total de 235 000 (soit 0,4 %). Aucun de ces emplacements n'est suffisamment large pour qu'une personne en fauteuil roulant puisse monter dans sa voiture confortablement et en toute sécurité.

### SUIVEZ LES GUIDES

Dans le "Guide d'orientation pour personnes handicapées" distribué gratuitement par la Mairie de Paris, un chapitre est consacré à l'accessibilité. En décembre dernier,

l'association "Mobile en ville" a, elle aussi, publié un guide, "Paris comme sur des roulettes", qui s'adresse à tous ceux qui font du rollers, du vélo ou qui se déplacent en fauteuil. Il fournit des indications sur les trottoirs accessibles, la hauteur des bateaux, le type de revêtements, etc. Pratique et issu d'un bon travail de recensement, ce guide ne s'adresse pas seulement à ces gens un peu à part que l'on appelle citoyens à part entière tout en les écartant.

Devant l'abandon des pouvoirs publics, on se réjouit d'autant plus de voir des gens qui prennent eux-mêmes des initiatives. Daniel Bacon : "Dans le quartier, il y a des gens intelligents. Le bureau de tabac de la place de Catalogne a intégré une pente à sa devanture. Le café du coin, "l'Avenir", a une pente amovible qu'il enlève le soir. "Saveurs de Chine", le petit restaurant à côté de l'hôtel "Orchidée", rue de l'Ouest, sort sa petite pente en bois dès qu'il voit un fauteuil arriver. Il l'a fabriqué

lui-même. Vous voyez, il y a des gens sympas. C'est rassurant, quelque part. Pour mes courses ordinaires, le Franprix de la rue d'Alésia ainsi que Leader Price de la rue Didot sont parfaitement accessibles et les membres du personnel sont charmants."

Sabine Bröhl

Association des paralysés de France : 20, rue du Père-Guerin, 75 013 Paris, tél. : 01.44.16.83.83. Mobile en ville, c/o Association française de myopathie : 1, rue de l'Internationale, BP 59, 91002 Evry cedex, tél. : 01.69.47.28.28.



Gare Montparnasse. Fauteuil roulant contre escalier mécanique : le combat est inégal...

Seules les lignes 20 et 91 sont véritablement praticables, à savoir à plancher bas plus palettes. Cela fait 40 bus sur 4 000 (soit 1 %). Sébastien Bouillon et Jean-Marc Bernard, salariés architectes de l'APF, se battent tous les jours pour une meilleure accessibilité en Ile-de-France. "En France, il n'y a aucune base légale qui régleme l'aménagement du matériel roulant dans les villes. La concertation n'existe pas de

## INTERDITS DE TRANSPORTS EN COMMUN

Mais de tels dangers n'empêchent pas cette dynamique sexagénaire pleine d'humour de circuler. "Je vais aux endroits que je connais." Et en rigolant elle ajoute : "Je n'irais pas sur l'autoroute. Vous savez, il faut être un peu philosophe, de temps en temps... sur les bords... du précipice !"

Daniel Bacon se déplace beaucoup aussi. "Avec mon fauteuil, je fais tout Paris. Je devrais rouler sur les trottoirs. Mais il y a un problème : On sait toujours quand on monte sur un trottoir, mais jamais quand on redescendra. Alors, ma solution, c'est la route. Sinon, pour les transports en commun, je ne peux en prendre aucun. Sauf peut-être l'avion quand le commandant de



## RALENTISSEZ, C'EST MARDI GRAS

Samedi 13 février, les enfants des écoles du quartier et les parents d'élèves de la FCPE n'ont pas hésité à se grimer pour faire la nique à la reine Bagnole ! Ils se sont rassemblés devant la mairie du 14<sup>e</sup> pour demander notamment l'aménagement de l'avenue du Maine et l'extension des zones à vitesse réduite à proximité des établissements scolaires.

## RUE DAGUERRE

# La Bélière tient tête

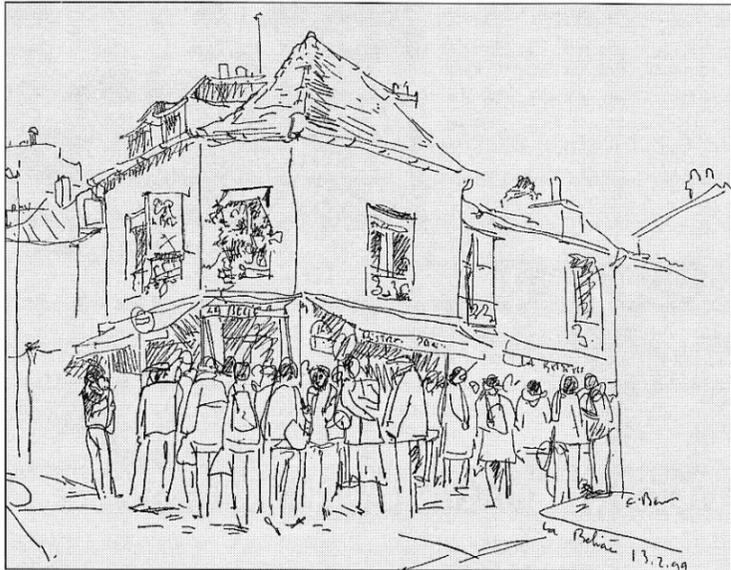
Menacé depuis plusieurs années, le piano-bar de la rue Daguerre est aujourd'hui sous le coup d'un permis de démolir, accordé par la Ville le 22 octobre. Les associations du quartier essaient de sauver le lieu, un des derniers cabarets parisiens.

**A** l'angle des rues Deparcieux et Daguerre, une petite maison, construite à la fin du XIX<sup>e</sup> siècle, rappelle le temps du village de Montrouge. La Bélière occupe depuis toujours son rez-de-chaussée. Toutes les nuits s'y mêlent artistes, musiciens et noctambules. Un véritable lieu de convivialité où l'on rencontre pour la première fois son voisin de palier, auquel on n'avait jamais osé adresser la parole.

Ce tableau idyllique s'est subitement assombri quand, en 1993, la propriétaire des lieux vend l'ensemble à un promoteur. L'opération est juteuse. Le plan d'occupation des sols autorise sur cette parcelle la construction de cinq étages. Mais le nouveau propriétaire doit d'abord se débarrasser des activités artisanales, dont le rempailleur de chaises, et des locataires qui occupent les sept logements. C'est bientôt chose faite, et le bâtiment jouxtant la maison de la Bélière est détruit au cours de l'année 1996.

Rien de mieux qu'un terrain vague pour pourrir l'image et l'atmosphère d'une rue. C'est la technique dite du "mitage", très usitée par les bétonneurs parisiens. Un terrain en friche en plein Paris devient vite une décharge publique. Légitimement, des riverains s'en plaignent. Légitimement, des riverains s'en plaignent. Légitimement, des riverains s'en plaignent. Légitimement, des riverains s'en plaignent.

La Ville de Paris a été saisie d'un premier permis de démolir en mars 1998. Dans le cadre de



Samedi 13 février, un rassemblement-apéritif a réuni les défenseurs de la Bélière. Les riverains et les usagers revendiquent le classement de la maison par le ministère de la Culture. (dessin : Claude Bernus)

son instruction, la Commission du vieux Paris (CVP), chargée de protéger le patrimoine, doit rendre un avis qui n'est, en principe, que consultatif. Mais, depuis 1995 et l'ère du prétendu "urbanisme à visage humain", le maire de Paris s'est engagé à appliquer ses décisions. Le 3 mars 1998, un avis défavorable à la démolition est rendu par la CVP, suivi, dès le 16 avril, par le refus de la Ville de Paris d'autoriser le permis. Enfin, se réjouissait-on, dans la capitale, on ne laissait pas faire tout et n'importe quoi à un promoteur privé...

Mais il n'a pas fallu bien longtemps à la municipalité pour retourner sa veste et autoriser la démolition, le 22 octobre dernier. Cette décision

laisse un goût amer à beaucoup de personnes. Les membres de la CVP estiment avoir été floués. Dans un article du "Parisien", ils déclaraient: "Le maire de Paris, qui a agi dans notre dos, n'a pas compris l'intérêt de cette maison." Quelle peut être la motivation de ce virage à 180°? Pourquoi le maire a-t-il préféré les intérêts d'un promoteur à ceux du patrimoine parisien? La société immobilière Interconstruction a certainement dû faire preuve d'une extraordinaire force de persuasion.

### LA MAIRIE, INNOCENTE AUX MAINS PLEINES

L'association Monts 14, très active sur ce dossier, ne décolère pas et dénonce cette politique de la girouette. Systématiquement consulté sur tous les permis de démolir, Lionel Assouad, maire du 14<sup>e</sup>, n'a rendu aucun avis sur ce dossier. Qui ne dit mot consent, dit l'adage. Cela ne l'a pas empêché de se glorifier, au cours de sa cérémonie des vœux, de la nouvelle politique d'urbanisme menée depuis 1995, qui serait

### LA RUE DAGUERRE PERD SON ÂME

La rue Daguerre s'est profondément transformée depuis une vingtaine d'années. Les habitants les plus modestes ont laissé progressivement la place à des gens beaucoup plus aisés. L'ancien marché couvert, situé au 19 de la rue, était un extraordinaire lieu de convivialité, avec ses ateliers d'artistes, ses bistrotts et ses trente-cinq petits commerces. Depuis sa démolition et la construction d'un immeuble de rapport et d'une galerie commerciale, cette partie de la rue Daguerre a perdu de son dynamisme. Notre ville n'est pas un décor de cinéma où, en soignant les façades, on fait croire qu'il y a de la vie derrière les volets. Les lieux de convivialité sont essentiels pour la cohésion sociale d'un quartier car ils favorisent les liens et permettent d'éviter l'isolement des personnes.

devenue respectueuse du patrimoine. Comprenez qui peut!

Monts 14 et Urbanisme et démocratie ont chacune déposé un recours gracieux auprès du maire de Paris. Elles sont bien décidées à faire revenir Jean Tiberi sur sa décision, en menant, si besoin, une véritable bataille juridique. A ce jour, seules deux décisions peuvent permettre d'éviter la démolition: soit la Ville retire son autorisation de démolir la maison abritant la Bélière, soit le ministère de la Culture, saisi de ce dossier, intervient dans l'urgence et classe à l'inventaire cet édifice.

Il faut sauver la Bélière, pour préserver le patrimoine parisien bien sûr, mais aussi au nom de toutes les rencontres qu'elle a pu engendrer, de toutes les improvisations musicales qu'elle a fait naître, et tout simplement parce que c'est un lieu tellement sympathique dans une ville toujours plus agressive. **René Dutrey**

### "LE TRIANGLE DU 14<sup>e</sup>"

Il y a près de vingt ans, la sociologue Sabine Chalvon-Demersay avait étudié le quartier délimité par les avenues du Maine et du Général-Leclerc et la rue Froidevaux: "Le Triangle du 14<sup>e</sup>. Des nouveaux habitants dans un vieux quartier de Paris" (éd. de la MSH, 100 F). Cet ouvrage, considéré comme un classique, vient d'être réédité.

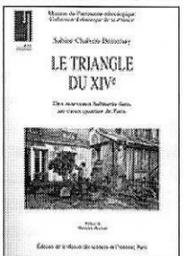
S'appuyant sur des enquêtes menées en 1978-79 et 1981, il est centré sur les classes moyennes intellectuelles qui s'installent alors massivement dans le quartier, encore peu touché par les opérations de promotion immobilière. Il décrit les illusions, les heurts et les bonheurs de l'intégration de ces catégories sociales qui sont identifiées comme une génération post-68 de jeunes adultes plus ou moins frais émoulus de leurs études et dont les activités professionnelles leur laissent du temps libre (enseignants, étudiants, professions libérales...). L'accroissement de leur présence dans le quartier, choisi pour son aspect de "village", est concomitant de la diminution de celle des ouvriers et des employés.

L'auteur détaille les modalités de distinction des premiers et des seconds au-delà des modes de vie et des valeurs: la frontière entre les espaces privés et publics, l'aménagement des appartements ou la décoration de la boîte aux lettres... Elle montre qu'ils n'ont de véritables pratiques de solidarité qu'au sein de leur groupe et que leurs relations avec les commerçants et les catégories populaires sont très superficielles.

Les changements sociaux provoquent la transformation du quartier: les prix des services, des biens de consommation et des loyers augmentent, les commerces changent en s'adaptant à la nouvelle demande... Cette évolution, qui est vécue par les nouveaux habitants comme une perte d'authenticité, scinde le groupe entre ceux qui accèdent à des emplois stables et bien rémunérés et qui peuvent demeurer dans le quartier et ceux dont les situations professionnelles restent précaires et les contraignent à partir.

Ce petit livre dresse un tableau impressionniste et très vivant d'un quartier dont bon nombre d'habitants sont parmi nos fidèles lecteurs. Une étude qui mériterait d'être actualisée.

**Laurence Croq**



## Une soirée à la Bélière

# AU RENDEZ-VOUS DES NOCTAMBULES

La Bélière, un nom qui revient souvent dans les conversations entre habitants du quartier, notamment les oiseaux de nuit. S'il n'évoque pas grand-chose pour moi, ce lieu fait l'unanimité pour sa défense. Je décide de m'y rendre, un soir de semaine, pour comprendre l'engouement qu'il suscite.

**E**XTÉRIEUREMENT, la bâtisse est charmante, même si l'environnement est défiguré par le terrain vague attenant, encombré de débris exposés (à dessin?) au regard de tous. Dès que j'y pénètre, une sensation de chaleur et de tranquillité m'envahit. Assise dans un coin du restaurant, j'observe les visages et me laisse baigner par le jazz, musique à laquelle l'ambiance doit beaucoup puisqu'elle fédère tous les âges et tous les genres.

Comme me l'explique Yves-François, un habitué qui fait le trajet depuis le 18<sup>e</sup> arrondissement au moins une fois par semaine, la Bélière est comme un refuge pour tous ceux qui aiment jouer de la musique et faire des rencontres inattendues. Cela fait cinq ans qu'il fréquente l'endroit, et il dit en apprécier particulièrement la patronne, Colette, la tolé-



rance qui y règne et même le côté un peu "bordélique". Colette arrive justement pour prendre ma commande et me raconte brièvement les démêlés qui opposent la propriétaire du fonds de commerce et le promoteur, Interconstruction. A la suite de l'appel interjeté par le promoteur, un nouvel expert a été nommé afin d'estimer le montant de l'indemnisation du fonds. En tant que gérante de l'établissement depuis six ans, Colette espère poursuivre son travail et serait éventuellement prête à le racheter après l'indemnisation.

Malgré son inquiétude, la patronne assure le service avec bonne humeur et me présente Patrice Maire, président de Monts 14, très attaché à la sauvegarde de la Bélière. Celui-ci me

Ce qu'on vient chercher ici: un esprit de tolérance, ouvert à l'improvisation... (photo: Frédéric Moyer)

propose de signer la pétition contre la fermeture qui a déjà recueilli 1 500 noms. Les musiciens prennent une pause et j'en profite pour discuter avec Marcel, pianiste "attitré" du lieu.

Inquiet de la fermeture du bar, il généralise sa préoccupation en considérant la politique urbaine menée par la Ville: depuis dix ans qu'il joue ici, Marcel a en effet assisté à la disparition de tous les endroits de vie nocturne qui ont fait la réputation du Paris "ville en fête". Dans le 14<sup>e</sup>, la Bélière est le dernier bastion des noctam-

bules, musiciens chevronnés, simples amoureux de rencontres impromptues, fervents défenseurs de la solidarité et du contact humain. C'est pourquoi il demande solennellement au maire de conserver les petits bistrotts où les bœufs musicaux sont encouragés, en soutenant financièrement leurs gérants par une politique de loyers modérés.

A minuit, je comprends mieux la passion des musiciens et le manque cruel d'endroits leur permettant d'assouvir leur passion: Marcel quitte les lieux et devant mon étonnement de le voir partir si tôt, alors que l'ambiance devient de plus en plus chaude (bien aidée, il faut l'avouer, par l'excellent alcool de poire de Colette), il m'explique qu'il part prendre le dernier RER vers Cergy où il habite.

Je continue mes observations et j'ai le plaisir de voir arriver le guitariste de ce soir qui vient me parler spontanément de son métier et de sa passion. Graveur à l'ancienne à l'extrémité ouest de l'arrondissement, il m'explique que, professionnellement et musicalement, il a choisi la liberté: liberté de ne pas gagner des millions mais de disposer de temps pour la conversation, l'échange dont il regrette la disparition progressive dans la société actuelle.

Je quitte les lieux sur le coup des 2 heures du matin, malgré de nouveaux arrivants et l'ambiance qui continue de monter. En prenant la rue Daguerre, je me remémore les temps forts de cette soirée, les rencontres et les échanges et je comprends mieux l'attachement du quartier à ce lieu unique. **Hélène Garner**

### SOLIDARITE LOGEMENT

L'ASSOCIATION Solidarités nouvelles pour le logement (SNL), présente depuis dix ans à Paris, a créé récemment une antenne dans le 14<sup>e</sup>. Son but: permettre l'accès à un logement social pour les personnes en difficulté. Sa méthode: l'achat de logement "passerelles" dans l'arrondissement et l'aide dans les démarches d'insertion. Pour cela, SNL 14<sup>e</sup> a besoin de dons, bien sûr, mais aussi de bonnes volontés. Tél.: 01.45.40.63.34.

### L'HYDRE DE LA NOUVELLE ACROPOLE

Le collectif Egale ("Ensemble pour une gauche alternative et écologiste") organisait le 12 janvier, dans le 14<sup>e</sup>, un débat essentiellement consacré à l'implantation récente de la secte Nouvelle Acropole dans le 15<sup>e</sup>.

Déclarée "association culturelle", la NA est en réalité une secte à caractère paramilitaire (voir "La Page" n° 1). D'abord implantée rue Daguerre, elle en fut délogée le 14 août 1996 par une bombe qui eut un effet plus radical que l'action néanmoins vigoureuse des membres de l'association d'information et de lutte contre les sectes Daguerrosectes.

Après s'être installée provisoirement dans le 13<sup>e</sup>, d'où elle fut de nouveau évincée, elle vient de s'implanter discrètement dans le 15<sup>e</sup> (13, rue Péclet). Elle a repris le recrutement d'adeptes sous le camouflage d'un cycle de conférences et de cours philosophiques. Diverses suggestions ont été faites pour démystifier le caractère de cette secte et la refouler hors du 15<sup>e</sup>.

**Dominique Lebleux**

## LES ATELIERS DE PLAISANCE : REPENSONS LE QUARTIER

A l'initiative du collectif des associations qui avait vu le jour lors de la fermeture de Notre Maison, une initiative originale appelée "les ateliers de Plaisance" est sur le point d'être mise en place. Le principe est simple : la population souvent silencieuse a beaucoup de choses à dire sur son quartier, sa ville, ses besoins, ses expériences et constitue un formidable réservoir d'idées. L'objectif est de passer de l'expression des difficultés et du mal-être à une phase d'utopie créative pour déboucher sur des projets concrets. Cette méthode est inspirée de nombreuses expériences déjà réalisées dans des quartiers dits "sensibles". Les ateliers se dérouleront sur deux jours de façon ludique et conviviale. Si vous êtes intéressé pour participer à leur organisation et à leur déroulement contactez l'association Urbanisme et démocratie (tél. : 01.40.44.81.92).

## SAISON MORTELLE

L'hiver 1998/99 est tombé sur le 14<sup>e</sup> avec un mois d'avance. Deux de nos concitoyens, victimes de la misère, l'ont payé de leur vie. L'un au nord, l'autre au sud ; l'un mort de froid, l'autre de faim.

A Port-Royal, c'est devant l'hôpital Cochin qu'un sans-abri de 36 ans n'a finalement pas passé la nuit du jeudi 19 au vendredi 20 novembre. La veille, porte de Vanves, c'est dans l'appartement que louait sa mère, décédée en juin, qu'une jeune femme s'est laissée mourir. Elle et sa sœur avaient cessé de s'alimenter depuis une dizaine de jours.

## LES SOIREEES DE CASE GRAINE

Un vendredi par mois à 20 heures, Artisans du monde (ADM) organise une soirée à la boutique Case graine (31, rue Blomet, 15<sup>e</sup>). Le 19 mars, dîner-débat sur la Palestine avec Marion Sigaut, journaliste et auteur de "Mansour Kardosh, un juste à Nazareth" (éd. de l'Atelier). Le 16 avril, débat sur les quatre coopératives philippines partenaires d'ADM. Le 7 mai, dîner-débat sur la génétique et le tiers-monde, avec Hélène Ilbert, de l'association Solagrail.

Pour les dîners-débats, la réservation est obligatoire au 01.45.66.62.97. Participation : 70 F.

## LES THERMOPYLES EN FETE LE 19 JUIN

La fête des Thermopyles se déroulera le samedi 19 juin. Au programme de l'après-midi, des ateliers et des jeux pour les enfants et l'ouverture des ateliers d'artistes de la rue, puis, en soirée, repas de rue suivi d'un bal. Toutes les idées et bonnes volontés sont les bienvenues. Le succès de la fête dépend de nous tous. Pour participer à son organisation, contactez Margarete au 01.40.44.47.44.

Pour ceux qui trouvent que juin, c'est trop loin, Urbanisme et démocratie organise au même endroit une crêpes-partie, le 20 mars.

### ABONNEZ-VOUS A "LA PAGE"

Six numéros : 40 F (soutien : 100 F). Adressez ce bulletin et votre chèque à l'ordre de L'Equip'Page, BP53, 75661 Paris cedex 14.

Nom.....

Prénom.....

Adresse.....

## Rue Olivier-Noyer

# NOTRE MAISON : A QUELLE PORTE FRAPPER ?

*Un an après l'annonce de la fermeture du centre Notre Maison, le quartier Plaisance est toujours orphelin de son centre social. Le nouveau propriétaire, l'Institut national de recherche et de sécurité et la Ville de Paris continuent de se renvoyer la balle.*

**D**ES le mois de mai 1998, des démarches ont été entreprises en direction de l'INRS. Ce n'est pourtant que début décembre, qu'une rencontre entre les représentants de l'association Urbanisme et démocratie et la direction de l'INRS s'est tenue. Et là, toujours le même refrain : "C'est une affaire privée, on ne savait pas qu'il y avait un centre social, mais nous allons intervenir auprès de la Ville de Paris".

Côté Caisse nationale d'assurance maladie (Cnam, tutelle de l'INRS) on tient le même discours. M. Johanet, directeur général de la Cnam s'est "fendu" le 4 décembre d'une lettre au maire de Paris qui n'a toujours pas daigné y répondre.

Le 15 décembre, Bernard Kouchner, secrétaire d'Etat à la Santé et à l'Action sociale, était en visite dans le quartier, au centre Emmanuël de la rue de l'Aude. Ce fut l'occasion de l'interpellier sur ce dossier. Comment un organisme menant une mission de service public peut-il transformer un centre social en bureaux sans aucune contrepartie pour les centaines d'utilisateurs ? Apparemment gêné, le secrétaire d'Etat s'est engagé à prendre le dossier en main. Trois mois se sont écoulés, pas mal de relances téléphoniques, mais rien, toujours rien... Ayant épuisé toutes les voies du dialogue, Urbanisme

et démocratie a déposé plusieurs recours devant le tribunal administratif afin de contester les différents permis autorisant la transformation du centre social en bureaux. Depuis le début du mois de novembre, l'association organise aussi des rassemblements tous les jeudis matin devant les anciens locaux de Notre Maison. Tout cela a apparemment extrêmement déplu à la direction de l'INRS, qui n'a pas hésité à déposer plainte pour un prétendu préjudice matériel causé par ces petits déjeuners revendicatifs.

### FLORIMONT, TOUJOURS SDF

Des dizaines de familles attendent l'ouverture d'une structure sociale à Plaisance. Mais la Ville, la Cnam et le gouvernement semblent tellement décidés à ne rien faire que les associations sont contraintes de chercher des solu-



Les petits déjeuners revendicatifs du jeudi matin n'ont pas l'heur de plaire à l'INRS.

tions par leurs propres moyens. Grâce à l'acharnement de l'association Florimont une partie des activités ont pu reprendre dans des locaux

## "VOUS AVEZ GAGNE LA PREMIERE MANCHE..."

*Emmanuel est entré au groupe local des éclaireurs de Plaisance, rue de l'Ouest en 1988 à 11 ans. Avec ses copains, pendant plusieurs années, il écrivait des sketches et des chansons, et a participé à un spectacle à Notre Maison. Devenu auteur de théâtre et comédien professionnel, il a maintenant 22 ans et nous écrit car il veut "juste dire quelques mots à propos de la destruction du centre social de la rue Olivier Noyer..."*

"De retour dans le 14<sup>e</sup> depuis peu, (...) j'ai acheté "La Page" et j'y ai appris que des travaux étaient commencés au foyer de Notre Maison. J'ai voulu aller voir directement si la scène était détruite (...) Un théâtre c'est un peu comme une église, chacun a son atmosphère, sa qualité de silence, sa lumière, et moi, un peu comme un chrétien

aime ses cathédrales, j'ai une espèce d'amour pour les salles de spectacles. Or, sans l'ombre d'un doute, la plus belle et la plus chère à mon cœur restera la première, celle de Notre Maison (...) Je suis allé rue Olivier-Noyer, j'ai escaladé l'auvent pour essayer de m'introduire par une fenêtre et vérifier si la salle était déjà détruite. Je n'ai pas pu et je suis donc resté là pendant une heure à me souvenir.

Je n'oublierai pas les lascars des 14<sup>e</sup>-15<sup>e</sup> et de la banlieue sud, rassemblés par le scoutisme, s'essayant à écrire et à jouer dans cette salle des sketches contre tout et contre rien, et surtout pour rire. Je tiens à préciser que le scoutisme que j'ai connu avait pour but de contribuer à notre développement personnel et social, je le défini-

raires et exigus. L'alphabetisation, dispensée par les bénévoles de l'association Migrants Plaisance, et l'accompagnement scolaire, ont trouvé refuge au Cepje, rue du Moulin-Vert et dans des locaux de l'association Ascend au 6, rue Hippolyte-Maindron.

Ces solutions transitoires restent insuffisantes face à l'objectif de refondation d'un centre social à Plaisance. Pour cela il faut des locaux. La Mairie possède de vastes surfaces vides mais refuse de les mettre à disposition. Voilà pour l'existant. Quant aux vastes projets que sont les Zac Didot et Alésia-Montsouris, il n'est pas non plus prévu d'y intégrer la moindre structure sociale ou la plus petite maison de quartier. Rien aujourd'hui, rien demain, rien... On ne peut qu'être désemparé devant autant de mauvaise volonté. **René Dutrey**

rais comme un mouvement ouvert à tous sans caractère politique ni religieux et auquel on adhérerait librement. Voilà, toutes mes félicitations à la Caisse nationale d'assurance maladie, à monsieur le maire, aux promoteurs, je ne sais pas qui ou quoi est responsable de cette démolition et je m'en moque, mais donc bravo, vous avez gagné la première manche. Je ne participe pas à beaucoup de combats, je ne crois pas en grand chose, je ne vois pas encore très bien à qui ou à quoi je pourrais être utile, mais j'espère qu'un jour ces bureaux à la con seront dégomés, une salle de spectacle reconstruite et que des petits gars pourront y découvrir le théâtre. "Ils" (les méchants) ne gagneront pas la revanche ni la belle. J'espère." **Emmanuel Faventines**

## PLACE DE CATALOGNE

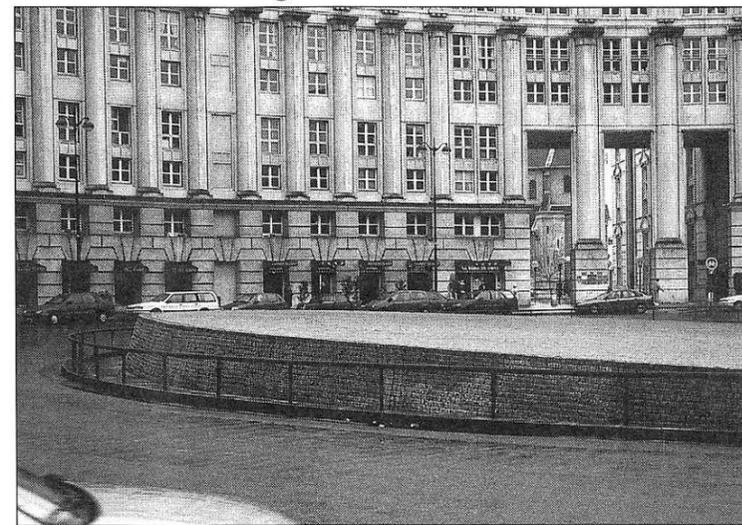
# Ah, la claire fontaine !

*Pendant longtemps, en allant s'y promener on ne risquait pas de la trouver si belle et encore moins de s'y baigner. La fontaine de la place de Catalogne, inaugurée il y a dix ans, n'a fonctionné que... deux ans ! Et encore par intermittence.*

**S**'INSCRIVANT dans le cadre de l'aménagement de la place de Catalogne, la fontaine fut dessinée par Shamaï Haber, résidant du 14<sup>e</sup> et aujourd'hui décédé. Appelée "le Creuset du temps", c'est un disque incliné de 50m de diamètre. La tranche visible sur une demi-circonférence est constituée d'un éboulis de pavés, devant être recouvert d'une lame d'eau permanente. L'ensemble est éclairé par un ceinturage de projecteurs de forte puissance. Elle a coûté 4 millions de francs (610 000 euros).

On peut lire dans le journal "Paris Mairie" d'octobre 1988, que le projet a reçu une adhésion générale. En tout cas pas celle des riverains, à l'occasion contribuable. D'aucuns prétexteront qu'à l'époque ils n'étaient pas là. Ce n'est pas vrai. "Les riverains, ils existaient, s'exclame Cyril Pelletier, patron du Art Tabac. Peut-être pas sur la place. Mais des gens habitaient l'amphithéâtre Boffil. Et on a demandé l'avis de personne."

Toujours est-il que les choses se dégradèrent assez vite. A cause d'un problème de photosynthèse, des algues proliféraient et des dépôts calcaires se formaient. Tant et si bien qu'il fallait



souvent nettoyer la dalle. En plus, dès que la fontaine fonctionnait, l'eau s'infiltrait dans les sous-sols et l'électricité du quartier sautait. Enfin, la machinerie eut des défaillances et elle s'arrêta complètement au bout de deux ans. La Ville de Paris intenta alors un procès aux concepteurs et aux fontainiers. Procédure qui s'acheva l'année dernière et aux termes de laquelle les entreprises, reconnues responsables, doivent verser des dommages-intérêts.

### UNE AMELIORATION EN PERSPECTIVE

Onze ans qu'elle existe et elle ne fonctionne toujours pas ! Onze ans que son entretien aura coûté 200 000 francs annuels. "Cette place, c'est Tchernobyl, s'insurge Cyril Pelletier. Elle ne dégage que de la tristesse, personne ne veut s'y promener."

"Il fallait attendre que les procès soient terminés et que la Ville de Paris ait gain de cause

pour remettre la fontaine en eau et procéder à son aménagement le plus végétal qui soit", nous explique Thierry Ragu, adjoint au maire du 14<sup>e</sup> chargé de l'environnement.

Mais cela ne s'est pas fait tout seul. Les riverains se sont mobilisés et ont fait entendre leur voix. Voix, qui à l'approche des élections municipales, sont loin d'être négligeables. Faisant front commun, ils avaient tenté auparavant de faire aboutir des pétitions. Mais sans succès. Le propriétaire du Art Tabac décida, alors, de leur ouvrir un cahier de signatures. Il en a recolté environ 1000. 80% des signataires "auraient voulu que la place saute. Qu'elle soit remplacée

par de la verdure avec un simple jet d'eau". Dans le même temps, il faisait appel à un architecte riverain, Jean-Paul Deschamps, pour proposer un projet. Ce dernier visait à réaménager complètement la place : refaire une fontaine, créer une piste cyclable autour de la place, planter des arbres. Mais il n'a pas été retenu. D'une part, parce que cela suppose de détruire l'actuelle fontaine. Or, elle est protégée au titre de la propriété intellectuelle. D'autre part, la piste cyclable, selon les ingénieurs, aurait été inutilisable.

Les prétentions ont été revues à la baisse tout en gardant l'esprit : "Donner un peu plus de vie à cette place qui est tout à fait minérale. Mettre un peu plus de verdure". Le 27 octobre dernier, en même temps qu'il remettait le cahier de pétitions, Cyril Pelletier présentait son dossier à Michel Bulté, adjoint au maire de Paris chargé de la construction et du logement. Outre la réparation de la fontaine et de son éclairage, il proposait d'entourer la place d'arbres.

A partir de ce moment-là, les choses se sont accélérées. En effet, le 30 octobre son dossier fut transmis à Jean Tiberi. Et le 18 novembre, il était convié à la mairie du 14<sup>e</sup> pour choisir les arbres. Il s'agira de douze magnolias dans des pots versillais. Il devrait en coûter 4,5 millions de francs, "dont deux ou trois à la charge des fontainiers", pour remettre en eau la fontaine. Mais aux mêmes causes les mêmes effets. Le problème des dépôts calcaires et des algues va de nouveau se poser. "Non, car sera installé un système de décalcairisation", nous assure Thierry Ragu. Les travaux doivent aboutir au mois de juillet de cette année.

"Je n'ai pas eu ce que je voulais mais avec des arbres, une fontaine qui fonctionne et de l'éclairage, cela va être un peu plus convivial", tempère Cyril Pelletier. **Muriel Rochut**

## COLLECTIF DES CITOYENS

# Le soutien aux sans-papiers : histoire d'une rencontre

(Suite de la page 1).

de dix ans et des malades... Il reste que la plupart de nos "filleuls" se retrouvent dans une situation de grande précarité, risquant l'expulsion à tout moment. Plus de trente arrêtés de reconduite à la frontière ont été émis par les préfets, on compte déjà sept interpellations, dont une s'est soldée par une condamnation à quatre mois de prison et à dix ans d'interdiction du territoire.

**A.R.** : Ils vivent donc dans une grande insécurité, soumis à des contrôles aux faciès, notamment dans les transports, à Denfert et à la gare Montparnasse... Il est clair que l'on entre dans une phase répressive. Les choses ne sont donc pas aussi calmes qu'on aime à le penser. D'autant que les régularisés n'ont obtenu que des titres de séjour provisoires, valables un an. Comme si l'on tenait à les maintenir dans la précarité... Il faudra pourtant bien se faire à l'idée que, quoi qu'on fasse, ils resteront... ou ils reviendront.

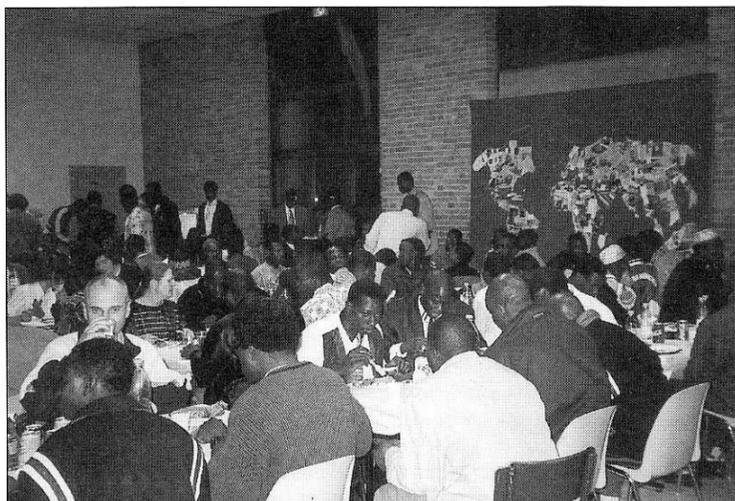
### Comment pensez-vous orienter votre action ?

**A.R.** : Les parrains vont bien sûr continuer à suivre les dossiers de leurs filleuls actuels. Mais on risque maintenant de voir arriver au collectif de nouveaux sans-papiers, déboutés de la régularisation, frappés d'arrêtés de reconduite à la frontière ou d'interdictions de territoire... Cela va nécessiter de nombreuses démarches, de plus en plus juridiques : les accompagner au tribunal, constituer des dossiers, trouver des avocats, expliquer aux sans-papiers le fonctionnement de notre justice, les mécanismes d'aide juridictionnelle... Serons-nous capables de répondre à leur demande ?

**D.K.** : En tout cas, il faudra encore agir pour changer la réglementation, pour peser sur les politiques et sensibiliser l'opinion. Nous nous adressons ainsi aux élus locaux, pour qu'ils prennent position en faveur des sans-papiers mais aussi pour ouvrir un débat plus vaste sur la politique de l'immigration. Dans le 14<sup>e</sup>, nous avons reçu le soutien des socialistes Serge Blisko et Pierre Castagnou. Les autres, on ne les voit pas. Difficile d'attendre quelque chose de la droite ou du Mouvement des citoyens, mais les Verts sont inexistantes et on ne connaît pas la position de Maurice Lassalle et des communistes du quartier.

**A.R.** : Sinon, nous sommes en contact avec d'autres structures de soutien, avec des collectifs de sans-papiers... Ensemble, nous avons engagé un travail de fond et rédigé un document de réflexion sur l'immigration qui sera prêt d'ici quelques semaines. On aimerait le diffuser dans les journaux de quartier parisiens.

**D.K.** : On discute aussi en vue de procéder à un nouveau parrainage solennel en mairie, toujours avec les autres collectifs. C'est beaucoup de travail mais, surtout, on tient à ce que, à la différence des grandes cérémonies très médiatisées, il s'agisse de la consécration d'un lien réel entre parrains et filleuls (voir "La Page" n° 39).



Les sans-papiers du foyer des Arbustes ont tenu à remercier leurs "parrains" en organisant une fête rue Raymond-Losserand, le 6 février. (photo: Paule Riotte)

### Quelles leçons tirez-vous de ces deux ans de cohabitation au sein du collectif, entre Français et étrangers, entre associations ?

**A.R.** : Pour beaucoup de parrains, l'action du collectif a permis la découverte d'une réalité jusque-là inconnue : le foyer, la vie communautaire, le monde des sans-papiers, leur nombre, leurs façons de vivre, leurs langues...

**D.K.** : C'est vrai aussi pour ceux qui, comme nous, fréquentaient déjà le foyer. Quand il faut décider d'actions collectives, on a surtout affaire aux délégués élus et aux interprètes mais, pour traiter les dossiers, les parrains ont forcément un contact individuel avec leurs filleuls. Le parrainage, c'est une autre qualité de relation, très chaleureuse, un autre accueil...

**A.R.** : En écoutant quelqu'un discourir sur l'immigration (je pense notamment à Lionel Assouad parlant de "ces pauvres malheureux"), on voit très vite s'il connaît ou non un immigré. Il ne suffit pas de lire les journaux, d'être attentif à ce sujet, d'être généreux... Rien ne remplace le contact réel et l'écoute. Les immigrés ne sont pas "de pauvres malheureux", ce sont des hommes et des femmes qui vivent auprès de nous et qui ne demandent que le respect de leurs droits d'être humains. Et qui s'organisent pour cela : ils élisent des délégués, ils débattent, ils votent... Sans compter que la présence d'une majorité de femmes au sein du collectif a été une très bonne chose pour tous ces hommes façonnés par une société très patriarcale. Ecouter les conseils venant d'une femme, ça n'a pas dû être toujours très facile.

### Et entre associations ?

**D.K.** : Ça fonctionne très bien ! Le Mrap et la LDH sont très impliqués, mais aussi "La Page", Droits devant !, les syndicats Sud Education et Sud PTT... Notre structure est assez informelle, il n'y a pas de porte-parole, chacun trouve sa place : travail juridique, organisation, débat,

réflexion... Le collectif réunit une quarantaine de parrains, tous ne sont pas membres d'organisations. Beaucoup d'entre nous se connaissent et travaillaient déjà ensemble, notamment dans le Comité de soutien aux résidents du foyer (voir "La Page" n° 41).

### Côté quartier, comment êtes-vous accueillis, comment est perçu le foyer ?

**A.R.** : Nous avons distribué quelques tracts, collé des affiches, surtout à l'occasion de manifestations nationales. Il est difficile d'en mesurer l'impact. Notons que le foyer est très excentré. Moi-même, si je n'avais dû m'y rendre pour une réunion, je n'aurais peut-être jamais su où situer la rue des Arbustes. Il y a quelques années, le regretté Roger Rouquette avait su établir des contacts étroits entre les immigrés, les associations, l'Eglise, etc. Aujourd'hui, par exemple, nos relations avec Notre-Dame-du-Rosaire, dont on peut penser qu'elle n'y serait pas hostile, sont inexistantes. Il faudrait sans doute renforcer notre travail en direction du quartier et de ses habitants, intervenir plus souvent sur les marchés.

### Qu'auriez-vous à dire aux gens du quartier ?

**D.K.** : ... Qu'ils nous rejoignent. Nous avons toujours besoin de bonnes volontés ! Il n'est jamais trop tard pour mettre en application les principes du droit d'asile.

**A.R.** : Je dirais aussi à ceux qui hésitent à s'engager : "Allez au foyer, rencontrez les sans-papiers ! C'est à côté de chez vous, ce sont vos voisins." La question de l'immigration est fondamentalement une affaire d'êtres humains, de gens, qu'il est indispensable de rencontrer, qu'il faut prendre le temps d'écouter, avec qui il faut discuter. On peut déjà se faire une idée de la situation de demandeur d'asile en visitant l'exposition "Un voyage pas comme les autres" (à la Villette, jusqu'au 4 avril)... mais rien ne vaut la rencontre avec les sans-papiers de la rue des Arbustes.

Propos recueillis par Omar Siffi

Collectif des citoyens du 14<sup>e</sup>, tél. : 01.45.38.52.19.

## PITRERIES RUE DAGUERRE

Le groupe musical "Les Plus Pîtres de la nation" égayait le marché de la rue Daguerre, le 17 janvier. Les musiciens sont des amateurs et professionnels de Tourcoing et de Paris. Ils se produisent dans la rue et au gré des invitations. Romain Vitorge, tél. : 01.42.57.99.44.



## Action sociale

# QUAND LA BANLIEUE RETROUSSE SES MANCHES

A l'automne, les principaux acteurs sociaux de Plaisance faisaient ici le diagnostic du malaise social qui trouble le quartier. On retrouvait dans leurs commentaires bien des analyses habituellement appliquées à la banlieue. Nous avons demandé à un "banlieusard", ancien habitant du 14<sup>e</sup>, comment on aborde ces problèmes à quelques kilomètres de chez nous.

**A**DOLESCENT, Patrice Diallo habitait rue de l'Abbé-Carton. Après un parcours de travailleur social, puis de directeur de centre aéré, il est aujourd'hui responsable du service Enfants-Loisirs dans une importante commune du Val-d'Oise. Pour lui, les problèmes à Plaisance ne sont pas nouveaux. Dans sa jeunesse déjà, les cités de l'arrondissement étaient connues pour leurs difficultés. Les cités de banlieue et de Paris vivent les mêmes débordements. Il déplore que la presse focalise ses commentaires sur la banlieue, réputée plus "sensible". "L'important est qu'au niveau de la commune, l'événement ne passe pas sous silence, afin que les élus ne laissent pas courir le problème."

Depuis dix ans qu'il travaille "dans le social", il constate que "la responsabilité de la bonne intégration des communautés est avant tout politique : trop souvent, les élus tardent à intervenir, à proposer la mixité ou à favoriser l'intégration dans la vie sociale." Il souligne que "la qualité du bâti ne fait pas tout : ce qu'il faut, c'est veiller à ne pas concentrer au même endroit la population à problèmes."

### CONSEILS DE QUARTIER ET CONSEILS D'ENFANTS

Alors, dans sa commune, élus et citoyens ont retroussé leurs manches. "Le but était que les gens s'approprient leur ville, puissent s'identifier à elle", explique-t-il. Pour cela, la municipalité a incité à la création d'associations émanant de communautés présentant des difficultés d'intégration ; elle a aussi mis en place des conseils de quartier (pour les adultes) et des conseils d'enfants. "Les habitants se sont battus pour imposer de petites structures à l'échelle du quartier où vit l'enfant." Ces conseils sont com-

posés d'enfants, depuis le CE2 jusqu'à la 5<sup>e</sup>, élus dans les écoles par leurs camarades. Ils parlent des problèmes du quotidien, que trois animateurs font remonter aux services municipaux. Patrice constate que "cela permet de faire une véritable éducation à la citoyenneté : meilleure connaissance du quartier, des commerçants, des loisirs et animations, du fonctionnement de la collectivité." Les enfants retransmettent les informations collectées dans leurs classes et proposent en conseil d'enfant ce dont ils ont discuté entre eux. C'est ainsi qu'ils sont systématiquement sollicités pour chaque construction les concernant. "Par exemple, ils viennent d'obtenir des services techniques la création d'un gigantesque terrain de billes dans le nouveau parc". Pour les conseils de quartier, c'est le même principe mais à plus grande échelle. Composés d'acteurs sociaux, de commerçants, d'élus municipaux de quartier et de représentants d'associations, leurs avis sont mis en débat, soit en conseil, soit en bureau municipal, et une réponse est obligatoirement fournie.

### PARTENARIAT AVEC L'EDUCATION NATIONALE

En complément, des maisons des associations ont été ouvertes pour devenir des lieux d'animation dans les quartiers. D'autres structures, les "antennes de quartier" regroupent une antenne de la police municipale, des boîtes aux lettres pour les associations, un "responsable animation", une assistante sociale... Ces antennes sont ouvertes à tous pour exposer un problème, demander un conseil, présenter ou monter un projet... "Je peux dire qu'ici, contrairement à Paris, les associations sont très bien loties en locaux et en matériel", ajoute Patrice Diallo.

Le dernier chantier mis en œuvre vise à améliorer le dialogue entre la commune, les associations et l'éducation nationale. Ce dispositif, baptisé projet local d'éducation concertée, agit à l'échelle de l'école, en partenariat avec les associations et la municipalité. Un projet est déposé par les enseignants, après proposition et concertation des enfants, puis financé par la mairie et réalisé par les écoles qui reçoivent une dotation pour un an, avec le concours des associations. "Cela fonctionne depuis deux ans, et nous sommes en train de l'étendre à d'autres écoles", se réjouit-il.

Cela dit, "tout n'est pas rose en banlieue, loin s'en faut, nous dit Patrice. Il reste beaucoup à faire. Nous essayons d'identifier chaque problème et de le traiter les uns après les autres, en y associant au maximum les habitants. Il faut qu'ils soient partie prenante pour que cela réussisse." **Jean-Paul Armangau**

concernant les délits "de voie publique" (vols à la tire, avec violence, à main armée, à la roulotte, cambriolages et vols de voitures) ne justifient pas une telle union sacrée.

Si l'on en croit les services de police judiciaire, qui recensent les plaintes déposées dans chaque arrondissement entre janvier et octobre 1998, le 14<sup>e</sup> affiche une hausse très modeste : +1,54 % par rapport à la même période de 1997. Mieux, selon le classement établi par "Le Parisien" du 7 janvier, nous nous situons parmi les secteurs les moins touchés par la délinquance : 4 614 plaintes. Rapporté à la population de l'arrondissement, ce chiffre nous classe même à l'avant-dernier rang, le 13<sup>e</sup> (en baisse de 11,45 %) fermant la marche.

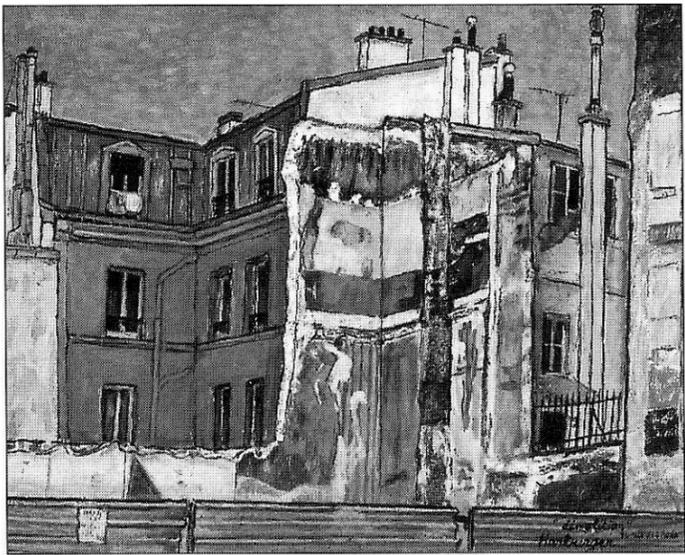
Sur l'ensemble de la ville, la progression est de plus de 10 %. Principale explication avancée par la préfecture : la coupe du monde de football qui, avec les touristes et les supporters, aurait attiré les pickpockets. **O.S.**

## INSECURITE : ON SE CALME !

**Q**U'ON se le dise ! La lutte contre l'insécurité est devenue la nouvelle priorité de l'action gouvernementale. Jamais en retard sur ce terrain, la droite municipale aime elle aussi à entretenir l'idée que Paris et le 14<sup>e</sup> seraient rongés par le cancer de la délinquance. Au point que, l'été dernier, le maire rechignait à nous souhaiter de bonnes vacances (voir "Le Nouveau journal du 14<sup>e</sup>" n° 40). Les incidents graves intervenus à l'automne dans le quartier Plaisance (voir "La Page" n° 41) tendraient à lui donner raison. D'ailleurs, dès décembre, les socialistes locaux enfourchaient à leur tour le cheval de l'insécurité galopante, mettant le sujet à l'ordre du jour de presque toutes leurs réunions... Pourtant, les chiffres officiels

## L'EQUIPAGE

est l'association éditrice de "La Page". Vous pouvez en devenir membre et, ainsi, participer à notre travail. Adhésion : 50 F. Chèques à l'ordre de L'Equip'Page, BP53, 75661 Paris cedex 14.



## ADIEU FRANCIS

Le peintre Francis Harburger nous a quittés le 27 décembre dernier à l'âge de 93 ans. Mais ce passionné du 14<sup>e</sup>, que nous avons rencontré il y a plusieurs années rue de la Tombe-Issoire (voir "La Page" n° 10), quittera-t-il jamais le quartier dont il a tant de fois tiré le portrait ?

Il nous laisse en tout cas quantité de tableaux attestant des bouleversements opérés dans notre arrondissement depuis les années 60. Témoin, cette "Démolition", rue de l'Aude.

## "PARIS DES PAS PERDUS"

ALAIN Rustenholz vient de faire paraître aux éditions Parigramme "Paris des pas perdus, dictionnaire minuscule de la Capitale" (65 F). C'est alphabétique comme un dictionnaire, c'est renseigné comme un dictionnaire, mais c'est un peu désinvolte dans la manière... Environ cent cinquante entrées. Il nous a confié ces deux passages.

**Repères.** Au touriste, Etretat rappelle généralement Bonifacio, et réciproquement. Voici donc quelques indices pour reconnaître les principaux monuments de Paris :

L'Arc de triomphe rappelle le pont du Gard, en moins long. La tour Eiffel rappelle un pylône électrique, en plus haut. La Madeleine rappelle Proust. L'Opéra-Bastille rappelle la Maison de la radio, en plus dense. L'Opéra Garnier rappelle qu'il était là le premier. La Bibliothèque nationale de France rappelle quatre livres ouverts posés debout, à condition qu'on vous en ait déjà fait la remarque, sinon c'est moins évident. Le boulevard Arago rappelle Debussy. Pourquoi ? Parce que les potaches disent : Pourleas est médisante, elle habite boulevard à ragots !

**Translation.** L'orthodontie est une chose formidable. Avec un bout de fil-de-fer et trois ressorts, on peut tirer une dent de sagesse à l'emplacement d'une canine manquante. Je vous jure ! Moi non plus je ne le croyais pas !

C'est comme pour le bâti : la fontaine du Palmier, au Châtelet, a été déplacée de douze mètres ; celle des Innocents pareillement.

"Des fontaines, en voilà une affaire !" me direz-vous.

Je vous répondrai : plus fort, l'hôtel de Massa, qui a laissé place au Virgin Megastore des Champs-Élysées pour se rematérialiser en siège de la Société des gens de lettres, rue du Faubourg-Saint-Jacques ! La "maison de François Ier", arrivée de Moret-sur-Loing, installée à Paris le temps de donner son nom à un quartier radiophonique, et repartie à Moret ! Le "pavillon de Hanovre", passé du boulevard des Italiens au parc de Sceaux ! La "niche à Fidèle", petit hôtel que le duc de Morny s'était fait bâtir dans le jardin de sa maîtresse, au rond-point des Champs-Élysées, et transplanté à Coignières !

Tout cela prouve qu'on pourrait très bien transférer Paris à la campagne pour profiter du bon air !

A.R.

## AUX DIAPASONS DE LA DANSE

Depuis 1982, l'association Diapasons propose un cycle de cours et de stages de danse contemporaine, sous le signe du bien-être. Les cours se déroulent 6, rue Hippolyte-Maindron.

Si l'expérience vous tente, pour vous ou vos enfants, le premier cours est gratuit. Alors entrez dans la danse en téléphonant au 01.43.35.21.90.

## COURS DE THEATRE

Installés près de la porte d'Orléans, les Ateliers d'entraînement théâtral (tél. : 01.45.65.39.65) proposent deux nouveaux cours hebdomadaires (mouvement-expression le lundi de 18 à 20 heures, et poésie le vendredi de 15 à 17 heures) et des week-ends.

Les séances de théâtre du jeudi (de 19 à 22 heures) peuvent encore accueillir quelques participants. Tarif : 100 F les deux séances, ou forfait au mois.

## CONCERTS A LA CITE U

Du 13 mars au 10 avril, l'Académie intermusicale de Paris (5, rue Boyer-Barret) organise des concerts de musique classique à la Cité internationale universitaire, boulevard Jourdan. Places : 60 F, ou 30 F pour tous sur réservation. Tél. : 01.40.44.48.68.

## DES AUTEURS DEDICACENT

Le 27 février à 14 heures, à l'Arbre à lettres (14, rue Boulard), Michèle Desbordes signe "La Demande" (éditions Verdier). Le 13 mars à 19 heures, lecture par le comédien Daniel Mesguich d'"Osabrück" d'Hélène Cixous.

La librairie le Marque-page (195bis, rue Raymond-Losserand) accueille le 22 mars, de 17 h 30 à 19 h 30, François Morel. Le comédien, membre de la troupe de Jérôme Deschamps ("les Deschiens"), dédicacera "Les Habits du dimanche" (éd. du Rocher), chronique caustique de la vie de famille des années passées.

Quant à la librairie Tropiques (63, rue Raymond-Losserand), elle reçoit, le 3 avril à 17 heures, Geoffrey de Penart, auteur des albums pour enfants "Le Loup sentimental", "Le loup est revenu" et "Le Déjeuner de loup" (éd. de l'Ecole des loisirs).

## AVENUE DU MAINE

# Le musée du Montparnasse, un défi aux bétonneurs

Le 28 mai 1998 s'ouvrait le musée du Montparnasse, consacré au patrimoine artistique et culturel de ce quartier. Le site avait pourtant frôlé la destruction...

Le lieu, 21 avenue du Maine, une allée préservée d'ateliers d'artistes, construits avec les matériaux de l'exposition universelle de 1900, semble prédestiné. C'est ici qu'en 1912, Marie Vassiliev ouvre une académie de peinture, puis, en pleine guerre, une cantine fréquentée par de nombreux artistes désargentés. Fêtes, bals, spectacles improvisés au profit d'associations d'artistes s'y succèdent pendant les années vingt, portés par le climat exceptionnel et cosmopolite d'une époque et d'un quartier.

Attachée en permanence au musée, Krystel Boula, insiste sur la continuité artistique du lieu. Après l'académie de Marie Vassiliev, s'y succèdent ateliers de sculpteurs, de peintres, d'architectes. Vers 1950, Marc Vaux collecte des dons d'artistes, crée un petit musée privé qui disparaît à sa mort, en 1971. C'est ensuite l'atelier d'arts plastiques d'Annick Lemoine, jusqu'en 1983. Charles Sablon, petit-fils de l'ancienne et seule propriétaire de l'allée, qui en a préservé l'unité, ouvre alors une galerie d'art contemporain. A sa mort, en 1993, il lègue les ateliers aux locataires de l'allée, constitués en association, baptisée "les Amis du 21 avenue du Maine".

La création artistique s'y maintient : si Francis Bott est récemment décédé, un autre peintre renommé, Georges Visconti, et le sculpteur Frantz Krajcberg vivent toujours dans l'allée ainsi que le photographe Roger Pic, installé depuis 1939.

Le site a cependant frôlé la destruction ; après la mort de Charles Sablon, la mairie du 15<sup>e</sup>

publie un avis de démolition et se fait le maître d'œuvre d'un projet qui n'épargnerait que le fond de l'allée. Deux tours sont prévues. Forte de l'influence des artistes qui en sont membres, de l'appui de quelques personnalités de la production audio-visuelle et cinématographique, l'association mobilise le quartier, déjà sensibilisé par de trop nombreux ravages.

### UN "ACTE DE FOI"

Parallèlement, le projet d'un musée prend corps et une seconde association se constitue, "les Amis du musée du Montparnasse". Parmi eux Jacques Elisée Veuillet, directeur de l'espace Electra, l'infatigable Roger Pic, Jean-Marie Drot, le critique d'art Pierre Restany, un haut fonctionnaire. Des tracts sont distribués, une pétition rencontre un vaste succès, les interventions se multiplient auprès de la mairie du 15<sup>e</sup> et de la Ville de Paris ; la presse, avec "Libération", "Le Figaro" ou "Le Parisien", se fait l'écho de ces différents enjeux. En 1995, la Ville use enfin de son droit de préemption et rachète les ateliers du 21.

Il faudra encore beaucoup de pugnacité avant que le musée, auquel la Ville concède la jouissance des murs, n'ouvre ses portes, malgré l'absence quasi-totale d'aides financières. Il aura fallu, contre les Cassandre, un inébranlable "acte de foi", comme le rappelle Krystel Boula. Les demandes de subsides auprès du ministère de la Culture, de la Ville, de la Région, traînent toujours.

A l'exception de la Closerie des Lilas, les grands cafés, devenues brasseries, le Dôme, la Coupole, la Rotonde et quelques autres, font la sourde oreille aux propositions de partenariat émises par le musée qui leur envoie pourtant de nombreux curieux.

Les activités du musée se déroulent autour de quatre pôles : l'organisation de trois ou quatre grandes expositions par an, autour d'un thème ; le soutien des artistes d'aujourd'hui, moins

connus, auxquels est consacrée une galerie d'art contemporain ; la constitution d'une documentation et d'une iconographie sur l'âge d'or de Montparnasse. Le fonds, qui fait appel aux richesses détenues par des spécialistes mais aussi à la mémoire vivante, visuelle et orale des témoins, alimentera l'auditorium et des expositions itinérantes en Ile-de-France ; il pourra être mis à la disposition d'établissements scolaires. Le musée organise enfin, à raison d'une fois par mois, des soirées culturelles, moyennant un système d'adhésion qui donne aussi un accès privilégié aux vernissages.

### EXPOSITIONS ET SOIREE CULTURELLES

Après sa deuxième exposition, "De Foujita à Kurido, des Japonais à Montparnasse", le musée poursuit maintenant ses activités avec pour thème, à partir du mois de mars, les peintres russes de l'entre-deux guerres : Frenkel, Krémégue, Chagall, Soutine, à côté d'autres artistes moins célèbres. Au programme ensuite : "Les Montparnos d'aujourd'hui" puis, "Des Américains à Montparnasse". Les prochaines soirées culturelles seront consacrées à Charles Baudelaire, les 16 et 23 mars, puis à Jacques Prévert, le 20 avril.

A découvrir, ou à redécouvrir, à l'auditorium : "Les Heures chaudes de Montparnasse", une série de six films commencés dès le début des années 60 par Jean-Marie Drot, révolté de voir pulvérisées sous ses yeux "les charmantes petites maisons de la rue du Château où Aragon avait aimé Elsa". Dédiés au patrimoine et aux artistes du quartier, ces documents sont des témoignages visuels mais aussi oraux de témoins dont les confidences et souvenirs ont été enregistrés.

Justine Sohier

Musée du Montparnasse : 21, avenue du Maine. Tél. : 01.42.22.91.96. Ouvert du mercredi au dimanche, de 13 à 19 heures. Entrée : 20 F ; adhésion à l'Association : 500 F par an.

## Livres

# LA LIBRAIRIE ALESIA FAIT PEAU NEUVE

J'AI seize ans d'expérience dans ce métier, dit Frédéric Durand, qui a repris la librairie Alésia (73, rue d'Alésia). J'en connais donc bien les embûches, mais aussi l'intérêt et les joies. L'ancienne librairie Alphonse-Daudet, très appréciée des habitants du quartier, avait été tenue pendant trente ans par M. Colombier. Tous redoutaient plus ou moins un changement de commerce.

Depuis un an et demi qu'il est installé, avec le soutien de l'Association pour le développement de la librairie de création, Frédéric Durand a mis en œuvre plusieurs projets. Ainsi, le service presse quotidienne a disparu au profit d'un secteur jeunesse plus étoffé et d'un rayon de littérature enrichi. Des créateurs travaillent actuellement à améliorer l'agencement du magasin en installant, entre autres, des présentoirs plus modernes et mieux adaptés. Ces travaux permettront un plus grand confort et une meilleure circulation des clients.

Paule Lascoumes

## A LA RECHERCHE DU BIZARRE

Le jeune artiste peintre espagnol Lluís Martí présentera ses œuvres au musée Adzak (3, rue Jonquoy), du 21 mars au 15 avril. Le vernissage aura lieu jeudi 25 mars, de 18 heures à 21 heures. Ni hyperréaliste ni surréaliste, Lluís Martí se définit lui-même comme "peintre du réalisme bizarre".

## LA PRESSE A L'ECOLE ... ET A LA LIBRAIRIE

Au Marque-page, la semaine de la presse à l'école dure... tout le mois de mars ! Alain et Joëlle Houdinet, les libraires du 195bis, rue Raymond-Losserand, mettent leur boutique à la disposition de classes du quartier, du CM2 au lycée. Chacune, encadrée d'un enseignant, s'entretiendra avec un journaliste du "Monde".

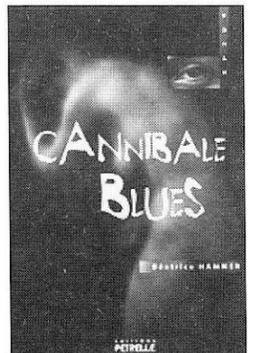
## "CANNIBALE BLUES"

NOTRE collaboratrice Béatrice Hammer publie "Cannibale Blues" (éd. Pétrille, 125 F). Chronique à deux voix de la coopération au quotidien en Afrique, ce deuxième roman jette un regard féroce et drôle à la fois sur ce petit monde et ses relations avec les Africains.

Les réflexions de Ramou, professeur d'économie naïf et plein de bons sentiments, alternent avec celles de son boy, Joseph, personnage complexe dont les motivations restent troubles jusqu'au dénouement de l'intrigue. S'il peut déranger, ce livre n'a pas, dans l'esprit de son auteur, vocation à choquer mais bien à divertir. Très visuel, ce roman, dont les scènes fortes et hautes en couleurs se déroulent comme un film, est à déguster sans modération, tel le "Cannibale Blues", le cocktail préféré de Fortunata, une plantureuse Africaine, autre personnage clé de ce récit qui vous emporte.

Le talent de Béatrice, déjà lauréate du prix Goya du premier roman en 1996 pour "La Princesse japonaise", n'a pas échappé aux libraires. Elle signera son livre aux Tropiques (63, rue Raymond-Losserand), le 13 mars à 17 heures. Et "Cannibale Blues" figure dans la sélection "Attention talents" du mois de mars à la Fnac.

Chantal Huret



# Mémoire

## RENE GUILLERAULT, DE LA RUE JULIE A LA RUE DE L'ABBE-CARTON

Il vit rue de l'Abbé-Carton depuis quatre-vingt-onze ans. René Guillerault nous raconte le quartier au début du siècle, quand sa rue s'appelait Julie.

### Depuis quand êtes-vous dans le 14<sup>e</sup> ?

René Guillerault : Je suis né dans le quartier en février 1908, au 6 rue Julie qui est devenue la rue de l'Abbé-Carton. A l'époque, elle n'allait pas jusqu'à la rue des Plantes ! La rue Julie s'arrêtait à la rue Joanès, c'était comme un cul-de-sac.

### Parlez-nous de votre grand-père

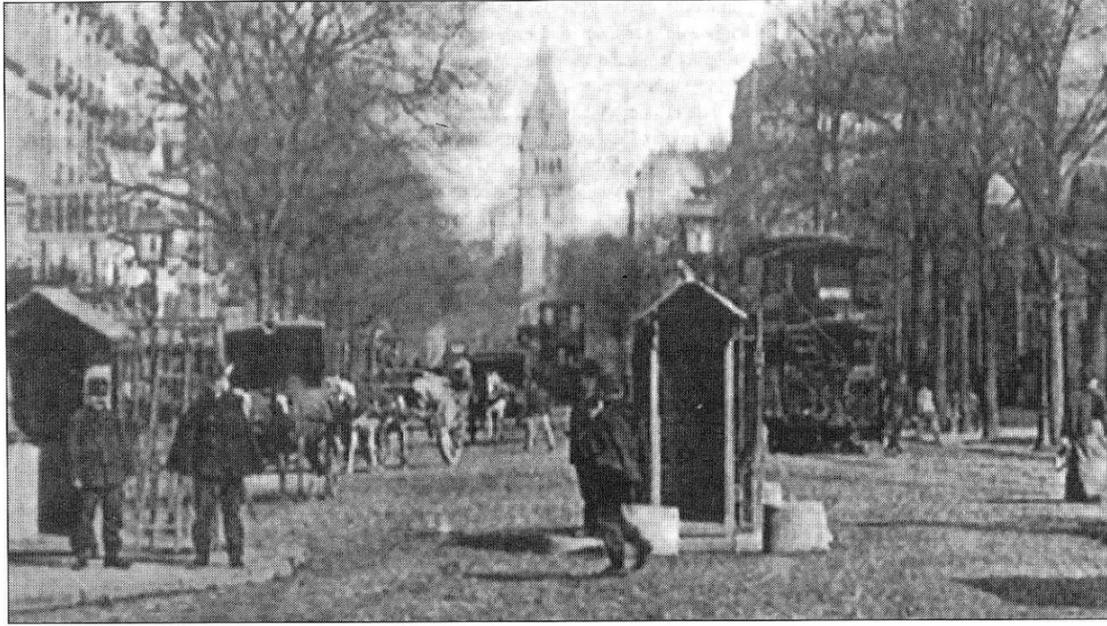
R.G. : Il était relieur rue de l'Abbé-Carton, relieur-cartonneur plus exactement. Il avait un atelier de 150 m<sup>2</sup> environ. Les livres, à ce moment, étaient principalement des prix que l'on destinait aux écoles, avec les librairies Gedale, Garnier, prix qui étaient souvent "dorés sur tranches". Autrement dit, on plaçait une fine feuille d'or sur la tranche des livres dont le dos était en carton, ce qui les différenciait des "brochés".

### Avez-vous des souvenirs de cet atelier et de ce quartier sans automobiles ?

R.G. : Evidemment, c'était une époque où il y avait beaucoup de voitures à chevaux. D'ailleurs, les éboueurs, le matin, c'était en fait rien de plus qu'une voiture avec deux roues et un cheval conduit par ce qu'on appelait un chiffonnier, qui piétinait les ordures qu'on lui remettait. Il triait déjà les papiers, les chiffons, les bouteilles... tout ce qu'il pouvait arriver à revendre après. Personne ne parlait encore de recyclage... Dans le quartier, il y avait aussi la maison Caiffa, un épicier en gros qui se trouvait rue Boulitte et qui brûlait le café lui-même. Ceux qu'on appelait les "planteurs de Caiffa" sillonnaient la France avec des petites poussettes à trois roues. Ils passaient dans les villages et vendaient du café et de l'épicerie en général. Rue d'Alésia, à l'angle de la rue de Vanves (aujourd'hui Raymond-Losserand), se trouvait une autre grande épicerie, la maison Dreux, qui a été remplacée par le Crédit lyonnais.

### A cette époque, le quartier Plaisance faisait-il partie de Montrouge ou déjà de Paris ?

R.G. : Nous étions déjà sur Paris ! Certains noms de rues ont juste été changés après la guerre, comme la rue Raymond-Losserand. Abbé-Carton, c'est le nom du curé qui a créé



"Dans les années 20, la porte d'Orléans, on pouvait la fermer avec une grille. Si on avait acheté des œufs ou un poulet en banlieue, on payait l'octroi avant d'entrer dans Paris..."

l'hôpital Notre-Dame-de-Bon-Secours, au bout de cette rue.

### Et les marchands de Caiffa avaient eux aussi des voitures ?

R.G. : Oui, des voitures à chevaux avec des attelages de la même robe, gris ou beige, mais toujours semblables. Ces chevaux tenaient plus du cheval de trait que de l'étalon ! Il y avait aussi les Gervais, qui avaient des petites voitures à deux roues tirées par des chevaux anglo-normands et qui livraient les crémeries. Et lorsqu'il y a eu les premières automobiles pour retirer les ordures, les gens étaient tout étonnés de découvrir ces voitures sur lesquelles on glissait des panneaux au-dessus des ordures. J'ai connu les omnibus, les fiacres à chevaux. Dans la rue Didot par exemple, il y avait un tramway (prononcer "tramvay") "Malakoff-Les Halles". On l'appelait à impériale parce qu'il avait un étage. Les voitures étaient tirées par un trolley électrique. Lorsqu'on allait "à la campagne" (c'est-à-dire en ce temps jusqu'à Bagneux), le premier étage on dominait toute la campagne. Dès qu'on sortait de Paris, on trouvait des petits jardins, des champs.

### Depuis cette époque-là, vous avez donc pu voir la métamorphose du quartier.

R.G. : Ça oui ! Par exemple, j'ai connu la démolition des fortifications, sur les boulevards des Maréchaux, qui a commencé, je crois, en 1926, à la porte de Gentilly, où on a entamé la construction de la Cité universitaire. Jusqu'alors, pour aller porte de Gentilly, on passait l'octroi : au retour à Paris, il fallait y déclarer la douzaine d'œufs ou le poulet que l'on avait achetés.

### Un genre de douane ?

R.G. : En effet, il fallait payer un droit à la sortie et à l'entrée, d'où le nom de portes : la porte de Vanves, la porte Didot, la porte d'Orléans dont on pouvait fermer la grille. Et même lorsque j'ai commencé à travailler, en 1926, dans le 17<sup>e</sup>, pour aller à Neuilly, il fallait déclarer ce que nous avions dans les voitures à bras : le zinc, le plomb, tout ce qu'on passait, et de même au retour.

### Parce que vous avez travaillé dans les métaux sur Paris-même ?

R.G. : Eh bien nous utilisions le zinc pour faire de la couverture, puisque j'étais dans le bâtiment et que le cuivre ne s'employait presque pas. C'étaient surtout le plomb et le zinc qui constituaient la matière première. Toutes les canalisations de vidange, de baignoire, étaient en plomb. On ne connaissait pas le plastique.

Après sont venus les tuyaux en fer mais, à mon époque, le fer n'était pas très prisé ; et tout le travail était façonné à la main, pas de coudes ou quoi que ce soit de tout fait.

### Vous avez aussi vu Roy Adzak, le sculpteur anglais, monter son atelier rue Jonquoy ?

R.G. : Oui, auparavant il y avait là un marchand de fromages en gros. Il n'est resté des bâtiments que le pavillon sur cour. La devanture a été démolie et j'ai pu voir M. Adzak construire son atelier. Il a d'ailleurs eu un accident pendant les travaux. Une porte en fer lui est tombée dessus. Ce bâtiment, il l'a monté tout seul.

### C'est une sorte de légende dans le quartier ?

R.G. : Eh oui, tout le monde le connaissait. Sans pour autant être amis, on lui disait bonjour et les gens du quartier étaient impressionnés par son travail.

Propos recueillis par Margaret Crowther

## "AVEC BRASSENS"

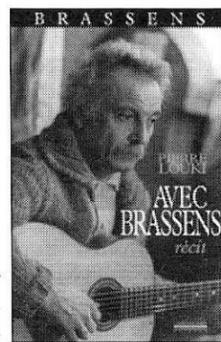
Il se prénommaient Pierre et Georges. Le premier, Louki, est l'auteur d'un récit émouvant et drôle sur le second, "Avec Brassens" (éd. Christian Pirot, 110 F). Ni une hagiographie ni une biographie de plus, plutôt l'histoire d'une amitié.

L'écriture de Pierre Louki, épurée, allègre, rythmée comme une chanson bien troussée, atteint l'essentiel du propos par sa concision et sa légèreté. Elle nous fait découvrir un Brassens très éloigné de l'image convenue et fautive de l'anar bourru, célébrant de pair une misogynie supposée et le culte des copains lors d'agapes bien arrosées.

Louki nous apprend que l'hôte de l'impasse Florimont (voir "La Page" n° 19) n'aimait pas le vin et était assez indifférent à la bonne chère. C'était un être sensible et délicat, s'ennuyant à longueur de journées, seul ou en compagnie (de préférence celle de Louki), portant sur le monde un regard désespéré.

Vendredi 5 mars à 19 heures, Pierre Louki signera son ouvrage à la librairie l'Arbre à lettres (14, rue Boulard), à deux pas la rue Gassendi où il tint boutique d'horloger (voir "La Page" n° 33). A cette occasion, espérons qu'il nous régalerait de quelques textes et chansons.

Jacques Blot



## CINEMA

### Jean-François Giré, entre Alésia et le western

Un gosse du quartier qui ne pensait qu'au cinéma : Jean-François Giré est devenu monteur de films et rédige une encyclopédie du western. Portrait-montage.

DES pistolets à plombs achetés rue Vercingétorix. Une fascination pour Alain Resnais, qui habitait rue des Plantes. Un documentaire sur Antoine Blondin réalisé pour "Un siècle d'écrivains". Un travail de nuit à 20 ans chez Castel, et toujours Sergio Leone... qu'il rencontra là-bas en 1974.

"Comme je rêvais d'aller à Hollywood, il me fallait parler l'anglais. Je gagnais alors ma vie dans les restaurants où j'espérais l'apprendre." Au bout du compte, Jean-François n'est jamais parti pour Hollywood, sauf plus tard en touriste... et son anglais n'a pas progressé !

A la naissance de Jean-François, en 1955, sa grand-mère tenait boutique de couleurs rue du Moulin-de-la-Vierge. C'est tout enfant qu'il va au cinéma. Il a 7 ans quand son père, photographe méticuleux, l'y accompagne. Minutieux, Jean-François a la passion des maquettes. Montage, déjà ?

### DU CINOCHE A LA PELOCHE

Le curé de Notre-Dame-du-Rosaire et sa salle de projection. Le Gaîté-Montparnasse et le Splendid-Montparnasse, rue Boyer-Barret. L'Olympic, plus tard racheté par Frédéric Mitterrand et le Maine-Rive gauche, avenue du Maine. Des cinémas tous très populaires à l'époque. Deux films le jeudi, autant le dimanche. Il ne quitte pas le 14<sup>e</sup>.

Castel la nuit, pour aller au cinéma le jour. Jour et nuit il pense au cinéma. Il en rêve, il en crève. Barman pour payer ses cours le jour dans une école privée de cinéma d'où il ressort avec mention "très bien". Puis il entre dans le métier, et c'est le métier qui rentre. Il devient monteur. Premiers assistanats : "Courage, fuyons", d'Yves Robert ; "Le Dernier Métro", de François Truffaut, et "Pirates", de Roman Polanski. Puis c'est le documentaire avec Frédéric Laffont. Pour Jean-François, "une véritable ouverture sur le monde".

### ET TOUJOURS SERGIO LEONE !

Ah ! Sergio Leone. Il faut toujours qu'il en parle. Si bien qu'il a décidé de lui consacrer un livre. Une encyclopédie du western européen, à paraître cette année, justement à l'occasion du dixième anniversaire de la disparition du metteur en scène. "Il remettait en cause la morale du western classique, dont j'étais très friand, explique Jean-François. Les Européens l'ont nourri des mythes grecs et latins. Le western italien est une revanche sur le "métèque" mexicain. Il n'en a gardé que le décor et les costumes."

Que sera l'an 2000 pour ce grand dégingandé ? Des projets, il en a, nous en avons. Je connais Jean-François depuis vingt ans. Une amitié. Nous nous sommes rencontrés dans une brasserie de la place Denfert-Rochereau. Il y a longtemps. C'était hier. L'an 2000, c'est demain. Roger-Jacques G. Parent

### ABONNEZ-VOUS A "LA PAGE"

Six numéros : 40 F (soutien : 100 F). Adressez ce bulletin et votre chèque à l'ordre de L'Equip'Page, BP53, 75661 Paris cedex 14.

Nom.....

Prénom.....

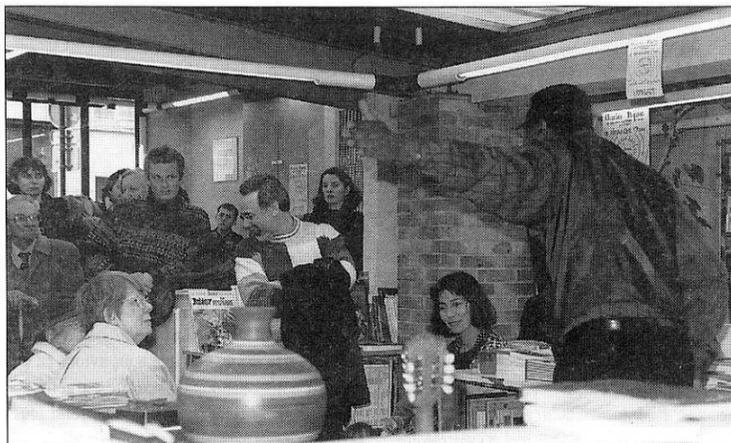
Adresse.....

## A L'ARBRE A LETTRES

### Des contes très animés

LA grisaille d'un après-midi d'hiver a été illuminée par un événement organisé par la librairie l'Arbre à lettres (14, rue Boulard). Les habitués du lieu étaient conviés le 17 janvier à écouter les conteurs Charles Piquion, Isabelle Dardé, Xavier Serry et Julien Tauber, accompagnés des musiciens Lisa André et Victor Stoichita. Cette initiative, selon le libraire Stéphane Michalon, a pour but de favoriser le contact du public avec la culture écrite et orale. Le public avait le loisir d'écouter les conteurs autour d'un café et de biscuits.

La mise en scène était originale et dynamique. Charles se tenait debout devant les livres, les enfants étaient assis à ses pieds et le public debout se pressait autour de lui. Il était relayé par ses amis conteurs, mêlés à l'assemblée. La musique ponctuait l'accompagnement ou la fin des contes grâce au bouzouki grec de Victor et à l'accordéon diatonique de Lisa. Les qualités de diction, de comédie et d'expression



gestuelle des conteurs ont conquis l'assemblée, en rendant vivant le caractère merveilleux et magique des contes... On pourra par ailleurs écouter des contes orientaux dits par Charles

Piquion au restaurant "Paris-Istanbul" (16, rue Brézin), jeudi 18 mars à 20 heures. Réservations au 01.45.40.40.10.

Dominique Lebleux et John Kirby Abraham

## OU TROUVER "LA PAGE"

La Page est en vente à la criée sur les marchés du quatorzième arrondissement (Alésia, Daguerre, Edgar-Quinet, Villemain, Brune...) et dans les boutiques suivantes.

- **Librairie L'HERBE ROUGE:**  
1, rue d'Alésia
- **LIBRAIRIE ALESIA:** 73, rue d'Alésia
- **LIBRAIRIE PLAISANCE:** 217, rue d'Alésia
- **BOUQUINERIE ALESIA:**  
17, rue Alphonse-Daudet
- **TAMAZGHA:** 47, rue Bénard
- **Librairie L'ARBRE A LETTRES:**  
14, rue Boulard
- **Librairie:** 1, rue Boyer-Barret
- **Librairie AU DOMAINE DES DIEUX:**  
33, rue Brézin
- **Librairie:** 12, boulevard Brune
- **Librairie:** 46, rue Daguerre
- **Librairie LISEZ:** 17, rue Delambre
- **Kiosque:** place Denfert-Rochereau
- **Librairie LE GRIMOIRE:** 27, rue Didot
- **Librairie LES CYCLADES:** 53, rue Didot
- **Librairie ART-GUMENTAIRE:**  
75, rue Didot
- **Librairie PELATAN:** 97, rue Didot
- **Café L'INSOLITE:** 59, rue Du Couédic
- **Kiosque:** métro Edgar-Quinet
- **Kiosque:** 44, avenue du Général-Leclerc
- **Kiosque:** 71, avenue du Général-Leclerc
- **Librairie MAG PRESSE:**  
93, avenue du Général-Leclerc
- **LIBRAIRIE GERGOVIE:**  
35, rue de Gergovie
- **Librairie LA PLUME**
- **ET L'ENCRICR:** 6, rue Henri-Barboux
- **Librairie NICOLE ET RAYMOND:**  
12, avenue Jean-Moulin
- **Librairie PINGOT:**  
68, avenue Jean-Moulin
- **TABAC DE LA MAIRIE:**  
165, avenue du Maine
- **LA CAVE:** 197, avenue du Maine
- **Kiosque:** 230, avenue du Maine
- **LIBRAIRIE DUVERNET:**  
21, rue Mouton-Duvernet
- **LIBRAIRIE DE L'OUEST:**  
80 bis, rue de l'Ouest
- **LIBRAIRIE DU PERE-CORENTIN:**  
57, rue du Père-Corentin
- **Table:** métro Pernety (dimanche matin)
- **Librairie PAPHYRUS:**  
19, rue Poirier-de-Narçay
- **Librairie POISSON:**  
3, place de la Porte-de-Vanves
- **Restaurant CANA'BAR:**  
46, rue Raymond-Losserand
- **Librairie BENOIT:**  
48, rue Raymond-Losserand
- **Librairie TROPICIQUES:**  
63, rue Raymond-Losserand
- **Librairie LE MARQUE-PAGE:**  
195 bis, rue Raymond-Losserand
- **Librairie:** 2, avenue Reille
- **Librairie GILBERT PRIOLET:**  
16, avenue René-Coty
- **LIBRAIRIE MONTSOURIS:**  
27 bis, avenue René-Coty
- **LIBRAIRIE LA SABLIERE:**  
4, rue de la Sablière
- **Friperie MAGIC RETOUR:**  
36, rue de la Sablière
- **Epicierie:** 59, rue Sarrette
- **Librairie:** 7, rue Sophie-Germain
- **ALESIA BIOCOOP:** 4 bis, rue Thibaud
- **Librairie AVIOTTE:**  
63, rue de la Tombe-Issoire
- **Librairie AU FIL DES PAGES:**  
91, rue de la Tombe-Issoire.

**LA PAGE** est éditée par l'association L'Equip'Page: BP53, 75661 Paris cedex 14. Tél (répondeur): 01.45.41.75.80. Fax: 01.40.44.94.86. E-mail: lapage14@aol.com. Directeur de la publication: François Heintz. Commission paritaire n° 71 081. ISSN n° 1280 1674. Impression: Rotographie, Montreuil. Dépôt légal: mars 1999.

## HISTOIRE

# Jean Baffier, père indigne de Michel Servet

*En ressuscitant la France de l'affaire Dreyfus, l'historien Pierre Birnbaum révèle un étrange personnage. Portrait au ciseau de Jean Baffier, sculpteur républicain et antisémite, auteur du Michel Servet et du buste de Marianne installés face à la mairie du 14<sup>e</sup>.*

Le meeting des Mille Colonnes, rue de la Gaîté, fait salle comble. A la sortie, plusieurs milliers de personnes se retirent par l'avenue du Maine et le boulevard Edgar-Quinet et se répandent dans Paris. La foule scande : "Conspuez Zola ! Mort aux Juifs ! Vive l'armée !". Des incidents éclatent tout au long de l'après-midi. En ce 23 janvier 1898, les nationalistes ont décidé de frapper un grand coup contre les "agissements de la juiverie internationale et de ses complices qui déshonorent la France". "Paris brûle-t-il ?" s'interroge Pierre Birnbaum dans son livre "Le Moment antisémite" (1), décrivant cet embrasement nationaliste au lendemain du "J'accuse" de Zola qui réclame la révision du procès Dreyfus.

Un habitant du 14<sup>e</sup> n'a pas ignoré ce rassemblement de la rue de la Gaîté car il se croit investi d'une "mission de régénérescence" : le sculpteur Jean Baffier. Son influence est grande dans sa région natale, le Berry, mais aussi à Paris, dans son arrondissement d'adoption. Apportant son aide enthousiaste au combat d'Edouard Drumont, le fondateur de "La Libre parole" et de la Ligue antisémite, il écrit : "Deux partis sont en présence à cette heure : les hommes du pays et les cosmopolites, le parti français face à face avec le parti juif."

### UN SCULPTEUR PAYSAN

Fils de paysans pauvres enracinés au centre de la France, Jean Baffier (1851-1920) naît à Neuville-Barrois dans le Cher (2). Il débute, à 16 ans, son apprentissage de tailleur de pierre à Nevers. Tout en travaillant à la restauration de la cathédrale, il suit les cours du soir à l'Ecole des beaux arts, de 1871 à 1875. Ses premiers séjours parisiens, les deux hivers suivants, se déroulent dans le 14<sup>e</sup> où il est embauché par un compatriote modèleur pour faire l'ébauche des statues destinées à la nouvelle façade de l'Hôtel de Ville.

A partir de 1877, il se fixe dans le 14<sup>e</sup> et bâtit son atelier au 6, rue Lebois. Il adhère au comité électoral du républicain Germain Casse, ancien député de la Guadeloupe, élu dans le 14<sup>e</sup> aux législatives de 1877. Baffier vole au secours de la république menacée par Mac-Mahon ! Grâce à l'appui de "son" député, le sculpteur est admis dans les expositions parisiennes. Ses œuvres illustrent l'histoire de sa patrie : "Le Peuple s'instruit", "Le Rire gaulois", "Jacques Bonhomme", "Louis XI". Son buste de la République, exposé en 1881, est érigé au-dessus de l'entrée de la mairie du 14<sup>e</sup> puis, après l'agrandissement de celle-ci en 1882, dans le square

Ferdinand-Brunot (où il figure encore aujourd'hui). La Ville de Paris acquiert un bronze de "Marat au bain", exposé au Salon de 1885, et le place dans le parc Montsouris. Sur protestation, l'indésirable Marat, l'ami du peuple et pourfendeur des corrompus, sera transféré aux Buttes-Chaumont (d'où il disparaîtra durant l'Occupation) !

"Une grande vilaine barbe, avec de grands vilains cheveux", comme il se décrit lui-même à l'âge de 35 ans, le grand diable et fort en gueule Baffier est un homme aigri politiquement qui accuse les parlementaires de trahir le peuple. En 1885, à l'occasion d'un de ses fréquents retours au pays, il crée une feuille régionaliste, "Le Réveil de la Gaule", dans laquelle il exalte les vertus celtiques et viriles de la "race berrichonne", "descendants de ces Gaulois Bituriges qui s'opposèrent avec tant d'opiniâtreté à l'invasion et à la loi romaine". Clamant haut et fort ses opinions antisémites, il appelle les élec-



teurs du Cher à "défendre la République nationale contre la coalition des francs-maçons internationalistes et des juifs sans patrie, ces exploités des peuples".

A Paris, il donne des concerts dans la salle de la mairie du 13<sup>e</sup> en faisant danser au son de la vielle et de la cornemuse son groupe des "Gars du Berry". Dans le 14<sup>e</sup>, il est secrétaire de la section Plaisance de la Ligue de la patrie française que fréquente Maurice Barrès. Baffier, qui rêve d'une république "pure et dure", se range derrière le général Boulanger, qui se déchaine contre la république parlementaire. En décembre 1886, il tente, à la Chambre, d'assassiner son ancien protecteur Germain Casse, qui ne sera que légèrement blessé. Lors de son procès, en avril 1887, Baffier est acquitté. Un aliéniste aura conclu à son "irresponsabilité" ! Sa carrière de sculpteur n'est guère compromise. Paris, Nevers et Bourges continuent d'acheter ses œuvres.

### JUIFS ET PROTESTANTS, VOILA L'ENNEMI !

La droite nationaliste dénonce les "huguenots" comme complices du "traître" Dreyfus : antisémitisme et antiprotestantisme se rejoignent. En 1906, le survolté journaliste, animateur de "L'Intransigeant", Henri Rochefort (le

républicain de "La Lanterne" et ancien communalard !), qui a mené campagne contre Dreyfus, préside un comité pour l'érection d'un monument à Michel Servet : médecin, philosophe et théologien espagnol, ce martyr de l'intolérance protestante a été brûlé vif en 1553. Il confie sa réalisation à son ami Baffier et obtient l'accord, grâce à l'appui du conseiller municipal nationaliste du Petit-Montrouge, Gustave Poirier de Narçay, de le placer dans le square face à la mairie du 14<sup>e</sup>. La statue est inaugurée à l'automne 1908.

Le député du 14<sup>e</sup>, T. Steeg, protestant et dreyfusard, n'est pas seul à être choqué par l'inscription "A Michel Servet, brûlé vif par ordre de Calvin". C'est que les responsabilités sont partagées : si Servet a bien été conduit au bûcher par Calvin, l'hérétique venait de s'évader de la prison de Vienne (Isère) où l'Inquisition l'avait jeté peu avant. Sur le monument parisien, pas un mot sur la responsabilité de l'Eglise catholique !

Face à la mairie, les statues de Michel Servet et de Marianne, œuvres de Jean Baffier, viennent d'être entièrement nettoyées.

Rochefort et Baffier visent clairement à prendre une revanche sur les protestants dont les personnalités françaises les plus marquantes ont soutenu Dreyfus. Face aux protestations, cette épigraphie partisane est martelée en 1911, Steeg étant ministre de l'Instruction publique et des Beaux-arts. C'est pourquoi, aujourd'hui, le socle porte pour simple inscription : "A Michel Servet, brûlé vif MDLIII." Encore est-elle rendue presque illisible par l'usure du temps.

Jean Baffier termine sa vie dans la misère à l'hôpital Notre-Dame-de-Bon-Secours, où il meurt en 1920. Les Parisiens ont oublié les œuvres de ce "soldat-laboureur cocardier et xénophobe". A telle enseigne que, récemment interrogé sur France Culture, le maire du 14<sup>e</sup> s'est déclaré "amusé" d'apprendre que "ce monument à la tolérance était l'œuvre d'un homme de l'intolérance". François Heintz

(1) Ed. Fayard, 1998, 158 F.  
(2) "Jean Baffier, sculpteur statuaire", de Gilbert Perroy, dans la "Revue d'histoire du 14<sup>e</sup> arrondissement" n° 25 (1980).

On venait chez vous pour acheter, bien sûr, et aussi pour discuter. Vous aviez toujours quelque chose à raconter, sur les animaux, ceux que vous adoptiez et ceux que vous protégez. Avec un accent gouailleux mélangé à un reliquat d'accent polonais, vous commenciez par : "Ecoute, Bébé, je vais te dire une chose...". Vous aviez la voix rugueuse des fumeurs, et on pouvait rester sans qu'il y paraisse une heure à parler sans médire. Vous allumiez votre Gauloise et me demandiez : "Tu fumes, mon Bijou ?"

A 75 ans passés, il ne fallait pas vous parler de vendre ce commerce que vous aimiez tant ; les

clients amis constituaient en fait la famille qui vous manquait peut-être. C'était votre vie, votre bonheur, vous saviez si bien le partager.

Une page animée de l'arrondissement s'est maintenant tournée, et il me revient en mémoire une discussion que nous avions eu un jour où nous parlions de retraite en général. Vous disiez en riant : "Quand je ne serai plus là, le quatorze ne sera plus le quatorze". Vous parliez de l'arrondissement. Vous aviez vu juste. Les oiseaux seront-ils aussi bien nourris par le commerçant qui vous remplacera ?

Evelyne Moreau

## GAMBERGEONS

L'association La Gamberge organise des débats entre habitants du 14<sup>e</sup>. Trois réunions sont prévues dans les mois à venir.

**Jeudi 18 mars : une nouvelle manière d'échanger.** Pour acquérir un produit ou un savoir sans passer par un magasin ou un centre de formation, vous pouvez utiliser les réseaux d'échanges. Là, chacun peut proposer ses connaissances (langue étrangère, bricolage, bureautique, etc.) ou des objets, ou bien en être demandeur. Ces réseaux, basés sur les notions d'échange, d'entraide et de réciprocité, peuvent aussi constituer une nouvelle forme de convivialité et de citoyenneté dans la cité, un lieu d'apprentissage ouvert et libre. La Gamberge vous propose d'échanger questions contre réponses... avec deux animateurs de ces groupes, l'un du Système d'échange local (Sel) de Paris et Denis Pansu, du Réseau Denfert (Echanges réciproques de savoirs), le 18 mars à 20h30, salle Sainte-Thérèse (3, cité Blanche, à la hauteur du 192, rue Raymond-Losserand).

**Mardi 13 avril : les organismes génétiques modifiés.** Produits d'une technologie qui promet bien des profits, ces "usines biologiques" sont utilisées depuis un certain temps comme auxiliaires de l'industrie, pharmaceutique en particulier. Quelles conséquences auront la dissémination de ces nouveaux organismes dans la nature, et la présence de gènes résistant aux antibiotiques dans nos assiettes ? Pour en débattre, nous avons invité Min-Ha Pham-Delège, chercheuse à l'Institut national de la recherche agronomique, et Arnaud Apoteker, de l'association Greenpeace. C'est le 13 avril à 20h30 au Moulin (23 bis, rue du Moulin-de-la-Vierge).

**Une troisième soirée, consacrée à la vie de quartier,** sera organisée conjointement avec "La Page", courant juin. Nous aurons donc l'occasion d'en reparler.  
La Gamberge, tél. : 01.45.85.74.57.

## NE L'APPELEZ PLUS "ROBERT LE PEN"

Jusqu'à présent, le candidat du Front national dans le 14<sup>e</sup> aimait signer ses affiches électorales : "Bertrand Robert avec Jean-Marie Le Pen". Le savoir-faire de son maquetiste laissait le lecteur peu attentif croire qu'on l'invitait à voter pour un frère (un neveu ou un cousin) du patriarche d'extrême droite, un improbable Robert Le Pen. Depuis le "pu-putsch" de Bruno Mégret contre le président du FN, la confusion n'est plus de mise : Robert a quitté la famille Le Pen.

En rejoignant le groupe mégretiste au conseil régional, le médecin de la rue Didot a donc choisi de voler de ses propres ailes. Rappelons qu'aux élections municipales, en 1989 comme en 1995, il n'a jamais pu rassembler que la moitié des voix qui s'étaient portées sur Le Pen à la présidentielle de 1988 (voir "La Page" n° 40). Avec cette scission, une menace semble provisoirement s'éloigner : celle de voir l'extrême droite se maintenir au second tour (en 1995, avec une abstention à plus de 50 %, Robert avait "fait" 9,3 %). O.S.

## CONTRE LE FN, REDUISEZ VOS IMPOTS

Le Mouvement contre le racisme et pour l'amitié entre les peuples lance une campagne contre le financement du Front national par l'Etat. Le comité local 14<sup>e</sup>-15<sup>e</sup> du Mrap propose une lettre-type à joindre à votre prochaine déclaration de revenus : "Parce que je refuse que mon argent serve à financer un parti raciste et xénophobe, je soutiens la campagne du Mrap contre le financement par l'Etat du Front national (en application de la Convention internationale de New York de 1965, qui interdit "toute assistance par l'Etat apportée à des activités racistes y compris dans leur financement"). Je m'engage à déduire de mes impôts la somme symbolique de 12 F, correspondant à la part versée au FN par électeur (ou à demander à ma banque de déduire ces 12 F si j'ai opté pour le prélèvement automatique). Je note que ce geste citoyen pourra éventuellement entraîner un redressement fiscal de 24 F."